

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°637 JEUDI 13 NOVEMBRE 1986 8,00 F

**ANTIMILITARISTE, EMPRISONNÉ
 ET INTERDIT PROFESSIONNEL**

**UN NOUVEAU TOUR
 DE VIS !**



Editorial

Justice vient, le 12 novembre, de décerner un bien triste privilège à Bernard Jaudon : celui d'être le premier objecteur de conscience à effectuer une détention préventive. Condamné une première fois pour son refus d'effectuer le service civil à trois mois de prison ferme, c'est moins d'un mois après son incarcération qu'il a été condamné pour le même motif à un an de la

même peine, au retrait de son statut et à la privation de ses droits civiques. Cette dernière condamnation équivaut, pour cet instituteur, non pas à un simple licenciement mais à une véritable interdiction professionnelle. La dignité et la rigueur morale se paient cher ces temps-ci...

Et tandis qu'on jette l'intransigeance au fond d'un labyrinthe inexorable de destruction, état-majors, chefs d'Etat et marchands d'armes fêtent l'armistice de 1918 et leur propre puissance. Ils convient, avec quelle suffisance, la population à se gonfler le sentiment patriotard

devant les défilés de la bêtise galonnée, entre deux discours hypocrites sur la « malheureuse inéluctabilité » de la guerre.

Et c'est Botha qui viendra applaudir. Ce dirigeant d'un pays, où l'on parque et déporte, profite de l'occasion pour visiter un monument aux morts sud-africains de cette guerre. Ceux-là, et tous les autres qui pensaient qu'elle serait la dernière, tous les ans, le 11 novembre meurent une nouvelle fois. Vous avez dit Botha ? Beaux tas d'ordures, oui !

communiqués éditions

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

LES ULIS

Le groupe Emile-Pouget vous informe que tous les vendredis, de 20 h à 21 h 30, vous pouvez entendre les anarchistes sur Radio-Village (103.8 MHz).
Vente du « Monde libertaire » au marché des Ulis tous les dimanches, assurée par le groupe Emile-Pouget.

• DIJON

Le groupe de Dijon anime des émissions sur Radio-Campus (100.2 MHz en F.M.). « A boulets noirs », c'est le mardi, tous les quinze jours, de 19 h 15 à 20 h.

• LILLE

Septembre 1986, le groupe de Lille décide d'acquiescer ses propres locaux et d'élargir le champ d'intervention de sa librairie. Le centre culturel Benoît-Broutchoux est né ! Situé à Lille-Fives, à cinq minutes du métro, il offrira à l'anarchisme d'énormes possibilités dans la région du Nord. Vente de livres et de journaux, bibliothèque, débats, cafétaria, conférences et expositions sont d'ores et déjà prévus.

Quant à la F.A., c'est l'occasion pour elle de s'implanter durablement dans l'une des agglomérations françaises les plus habitées. Pour parvenir à ce résultat, une souscription a été lancée. Cent cinquante mille francs sont en effet nécessaires pour nous aider à rembourser le prêt immobilier et à financer l'aménagement intérieur du local. Nous vous demandons d'y participer dans la mesure de vos possibilités et comptons sur votre entière solidarité (Cercle d'études sociales, B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex, C.C.P. n°7 806 13 M - Lille).
Nous recherchons également un soutien matériel (promotion du centre culturel, dons en mobilier, livres, etc.).

• POITIERS

Le groupe Berkman vient d'acquiescer un local. Des permanences libertaires s'y tiennent tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h. Un rayon librairie et une bibliothèque de prêt sont ouverts. Adresse du local : 6, rue des Flageolles, 86000 Poitiers.

• CHAMBERY

Une liaison F.A.-Région savoyarde se constitue sur Chambéry. En l'attente d'un local, tous les individus motivés par cette initiative sont priés de s'adresser aux Relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

Le groupe de Lille informe qu'il vend le « Monde libertaire » le vendredi, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare S.N.C.F., et le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 sur le marché Wazemmes (côté rue Racine).

• MATÉRIEL

Le groupe « Région toulonnaise » diffuse le matériel suivant : brochures — étoile noire et rouge : 12 F pièce (port compris) et 8, 50 F à partir de 10 ex. ; deux mains brisant un fusil : 11 F pièce (port compris) et 7 F à partir de 10 ex. — et cassette — « Chansons anarchistes internationales », durée 1 h, prix : 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de Bruno Nappi, à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• AFFICHE

L'administration et les relations intérieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).



LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »
ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

débats

• PARIS

Des groupes de la région parisienne de la F.A. organisent un meeting le mercredi 12 novembre, à 20 h 30, à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris 20^e (M^o Charonne), sur le thème « Le libéralisme, ce n'est pas la liberté. Non au délire sécuritaire ! ».



• PARIS

La commission de propagande des Relations intérieures reprend sa série de cours sur l'anarchisme. Le prochain aura lieu mardi 18 novembre à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^o Abbesses). Thème : « La Gestion directe » par Léopold Tamamés.

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise le 4 octobre au 29 novembre une série de débats-védo. Ces activités ont lieu au local du groupe, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.

Samedi 29 novembre, à 14 h, film vidéo « Ecoutez Eugène Bizeau ».

Vous trouverez sur place : bibliothèque, boutique et... boissons. Participation : 15 F.

• PARIS

Le groupe de Paris XV^e organise mercredi 3 décembre, à 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Droite et gauche cohabitent, nos libertés en faillite ! » avec Jacky Toublet. Salle du patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, Paris XV^e (M^o Boucicaut).

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise une réunion-débat sur le thème « Le libéralisme n'est pas la liberté » samedi 22 novembre, à 14 h 30, à la Halle aux Toiles, Rouen.

• LILLE

Les sympathisants sont invités à participer (de 14 h à 23 h environ, avec bouffe et buvette) à une réunion avec la participation de militants F.A. adhérents à la F.E.N., à la C.F.D.T., à F.O. et à la C.G.T. A l'ordre du jour : historique, aspects juridiques, problèmes actuels, stratégies anarcho-syndicalistes. Ce cours de formation aura lieu samedi 22 novembre (la séance du dimanche est supprimée).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loiret : Montargis — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Val-d'Oise : Sarcelles.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes — PAGE 3, Antimilitarisme : Pas de liberté pour les réfractaires, Amis lecteurs, Nouvelle du front — PAGE 4, Luites : En Bref, Alcatel : quel combat ?, Restructuration dans l'informatique — PAGE 5, Société : Le beurre et l'argent du beurre, A propos de la drogue, Les mesures Chalandon — PAGE 6, Société : Pollution, Manif anti-apartheid, Communiqué, Expulsion de Lyon, Collage à Chelles — PAGE 7, Dans le monde : Stratégies de lutte en R.F.A., Irlande — PAGE 8 ET 9, Informations internationales : Motions du congrès de l'I.F.A., Portugal (1^{ère} partie) — PAGE 10, Expressions : Rencontres-débats à propos des fanzines — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture — PAGE 12, Histoire : Israël, la fin des mythes ?

communiqués

• TOURNON

La liaison F.A. de Tournon et des sympathisants animent une émission de radio tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, sur Radio-Mega (Valence), 99.2 MHz. L'émission s'appelle « Antidote : chronique libertaire ». A chaque diffusion, nous traitons un thème différent avec, au début de l'émission, un rapide tour d'horizon sur l'actualité.

• LILLE

Thèmes des prochaines émissions de la Voix sans maître (tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus 99.6 MHz) : le 21 novembre, Artisans du monde ; le 28, Sahara occidental ; 5 décembre, Résistance internationale des femmes à la guerre ; et le 12, Science-fiction et politique.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

PROCÈS D'OBJECTEUR

Pas de liberté pour les réfractaires de la société libérale

BERNARD JAUDON, objeteur insoumis, purgeant actuellement une peine de trois mois de prison à Chalon, a été condamné le 12 novembre 1986 à 12 mois de prison ferme, au retrait du statut et à la privation des droits civiques.

Ces peines amèneront automatiquement sa radiation de l'Éducation nationale. De plus, cadeau de la justice, il ne sortira pas de prison le 18 novembre mais restera en préventive (malgré l'appel du deuxième jugement). De la taule et une interdiction professionnelle pour un réfractaire : voilà l'information brute.

De la justice...

Quand on apprend cela et qu'on connaît Bernard, la première réaction instinctive est de dire : « Les salauds, ils l'ont pas loupé ! » Mais que pouvait-on attendre ? De la justice... Alors qu'il y a quelques mois, un juge d'application des peines voulait marchander avec lui un emprisonnement sur mesure, parce qu'il offrait toutes les garanties (profession, domicile), aujourd'hui on refuse de le remettre en liberté. Dans les années 70, pour le même motif, on l'aurait même pas jugé ou, au pire, il aurait été condamné à 6 mois avec sursis. Mais actuellement, il vaut mieux s'embusquer et tuer des Kanaks ou un passant lorsqu'on a un uniforme, plutôt que de refuser de tuer.

Alors, de justice, il n'en est pas question dans cette affaire. Parlons plutôt de rapport de force et de volonté politique ! Comment ce rapport de force entre la justice et les réfractaires a-t-il changé ? Par une habile préparation de terrain (peut-on dire préparation d'artillerie ?), la gauche a permis la répression de la droite : amnistie des anciens objeteurs insoumis, nouveau statut avec possibilité de retrait en cas d'insoumission et des affectations intéressantes pour les objeteurs en mal de service. Ainsi la droite pouvait passer à l'attaque. Crochet du gauche, crochet du droit et le boxeur réfractaire se trouve dans les cordes pour le compte.

Certes, une période de flottement a existé dans les tribunaux :

certaines juges ne comprenaient pas et relaxaient, d'autres accordaient une peine de principe avec le sursis tandis que les plus motivés donnaient trois à quatre mois ferme. Maintenant, c'est terminé, message reçu 5 sur 5 : un an ferme pour les récidivistes et 4 mois pour les premiers jugés, retrait du statut automatique (1) et suppression des droits civiques. Comme ça, s'ils ne comprennent pas : on les jugera comme des insoumis totaux (et en plus, ils n'auront pas à se plaindre, ce seront des juges civils qui leur file-ront un an de taule).

...au rapport de force

Alors rapport de force, oui, revenons-y. La gauche a amnistié les quelques milliers d'objeteurs insoumis qui paralysaient la justice, elle a pondu un beau statut avec plein d'affectations pour que tout le monde y retrouve son compte (écolos, tiers-mondistes, associatifs et j'en passe). Total : plus de verrou pour la répression et peu de chance pour que celui-ci se reforme. En plus, les démocrates sont contents (suppression des tribunaux militaires et liberté d'affectation). En revanche, on

oublie de modifier le code de justice militaire. Cela ne fait rien, les réfractaires seront condamnés démocratiquement.

Un autre élément du rapport de force, c'est le soutien. Qu'est-il devenu ? Et bien, il a fondu comme neige au soleil du socialisme : disparus les démocrates, les humanistes et les socialistes pétitionnaires. Quant aux gauchistes qui se fendaient difficilement d'un soutien aux objeteurs et aux insoumis poursuivis — comprenez que ce ne sont pas des gens biens pour la future armée populaire ! —, car ils étaient solidaires des appelés en lutte dans les casernes, évanouis également dans la nature socialiste. Huru a mis des rideaux aux fenêtres des casernes et les petits soldats sont contents.

Ne comptons que sur nous-mêmes !

Il ne restait plus que nous, antimilitaristes, anarchistes et pacifistes... qu'avons-nous fait ? Rien ou le minimum, même pas capables de se servir du Rainbow-Warrior pour mener une campagne nationale antimilitariste. Les ex-réfractaires sont restés dans la réserve où les avaient mis les amnisties socialistes, oubliant leurs nouveaux camarades. Les cohortes de défenseurs du Larzac se sont évaporées : les moutons sont contents, messieurs les militaires aussi, ils n'ont plus besoin de camp immense pour s'entraîner, les rues de nos cités leur suffisent. Des objeteurs antimilitaristes ont fait leur service, craignant pour leur avenir et la répression, espérant agir dans un autre domaine. Mais tout cela, certains l'ont déjà dit et répété (entre autres, dans ces colonnes) depuis des années.

Ils avaient raison, et puis après... Les insoumis totaux sont matés, le pouvoir passe aux objeteurs qui refusent le service civil ;

dans peu de temps il pourra faire le ménage au sein de ce même service. Cela commence déjà (voir Chambéry, M.L. n°635) : vous êtes objeteurs, c'est politique ce que vous faites, alors choisissez le statut ou la politique. S'il est logique que Bernard Jaudon soit en taule, et que d'autres le suivent, alors le mouvement antimilitariste mettra des années pour remonter le courant (s'il le remonte, voir le cas de l'Allemagne).

Alors, camarades, on se réveille... Ça fait quand même du monde les ex-réfractaires, les antimilitaristes, les anarchistes, les pacifistes, les syndicalistes (il ne faudrait pas oublier, pour Bernard, l'interdiction professionnelle !). On se remue et on le crée ce rapport de force ? Mais peut-être jugez-vous que l'antimilitarisme est devenu ringard, qu'il y a d'autres fronts de lutte, etc. Alors préparez-vous à apporter des oranges aux réfractaires en taule.

Pascal BEDOS
(Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Comme les cinq de Rennes ou comme Christophe Brethnet qui passait en même temps que Bernard, à Chalon.

Dernière minute : à l'annonce du verdict condamnant Bernard Jaudon, les contacts, les assemblées générales, les informations vers d'autres mouvements (« verts », syndicats, etc.) se sont intensifiés, notamment à Lyon où le comité de soutien demande une aide financière (C.E.P., 44, rue Saint-Georges, 69000 Lyon, chèques à l'ordre de Fernand Karagiannis, C.C.P. 1013 77 R Lyon).

En attendant d'autres actions, continuez à téléphoner et à écrire au ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris cedex 1 (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ; au ministère de l'Éducation nationale, 110, rue de Grenelle, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.50.10.10) ; au ministère des Affaires sociales, bureau B.7.8, avenue de Ségur, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.67.55.44) ; et bien sûr à la Cour d'appel de Dijon, Palais de justice, 21000 Dijon (N.d.R.).

N'attendons pas d'être au pied du mur.



Dès maintenant
luttons contre la militarisation

Ne jugez plus...
remettez à demain

EN sortant du tribunal, soulagement, amertume, tout se mélange. C'est toujours « rebondissant » d'injustice la justice. Avant-hier un tribunal renvoyait le Parquet à mieux se pourvoir, hier un autre donnait six mois avec sursis, aujourd'hui il ne voulait rien entendre. Le président a renvoyé le procès au 17 mars. Eh oui ! Lui, le code lui confère tout pouvoir : celui de vous juger ou d'arrêter le procès quand bon lui semble. Et bien, il a eu peur, il n'a pas jugé. Juges de tous les pays ne jugez plus...

Revenons au procès. A 14 heures, le greffier arrive, une sonnette interrompt le bruit des discussions... mesdames et messieurs, le spectacle va commencer. Affaire n°2. Juge, avocat, procureur parlent chacun leur tour, du bien réglé. J'aurais bien envie d'écouter, mais tu repenses aux choses à dire, au plan, aux phrase-clés : « La soumission

mène à tout sauf à une vie communautaire », « Les vendeurs d'armes, ce sont eux les premiers terroristes ! »...

« Monsieur ! » Un flic interrompt ma rêverie, il faut que je regagne le public, j'avais eu la gloire de m'asseoir au banc des avocats. En avançant vers le bout de la salle, je regarde les foudrards jaunes (signe de soutien). Ça fait du bien. En dix minutes, l'affaire n°2 sur la mise en liberté des opposants turcs accusés de trafic de drogue est baclée. « J'ai reçu une lettre d'un insoumis qui voulait 2 h pour sa défense, ce n'est pas possible aujourd'hui », dit le président Kessus. Tiens c'est moi, je vais à la barre.

— Vous êtes sûr, 2 h, continue Kessus.

— Evidemment, c'est pas rien un délit d'opinion, répond Babeth (avocat).

— Bon... une date, Mme la greffière.

— Janvier ?
— Non, plus loin.
— Mars ?

— C'est ainsi, le 17 mars. Vous voulez 2 h. Bon, 1 h 30, ça vous ira ?

— Les droits de la défense ne...
— Oui, d'accord, je décide le 17 mars, 1 h 30, reprend Kessus.

La tête penchée sur le dossier, le juge ose de temps en temps croiser nos regards. Camarade, ta justice a peur ? Pourquoi ? Alors que deux heures plus tard, le tribunal était presque vide, pourquoi reculer ce procès ? Qui plus est, en mars ? Date de sa mutation ? Mise en place de nouvelles prisons privées ? A-t-il craint les méthodes offensives d'une défense qui tire sur toutes les cordes pour ne laisser entrer personne dans les prisons ?

PHIL. O.

Prochain procès : Frédéric Arenou, 10^e chambre, Paris, jeudi 11 décembre.

Amis lecteurs

EN cette période de crise, d'instabilité, de mécontentement, nous devons, bien qu'il faille rester vigilant sur la situation financière, faire entendre notre voix d'une façon plus puissante. Nombreux sont ceux qui s'interrogent, qui cherchent autre chose. A nous de leur présenter l'alternative anarchiste.

C'est autour de notre journal, en lui donnant des moyens, en le faisant connaître que nous bousculerons l'ignorance qui nous entoure, que nous ferons reculer nos détracteurs. Chaque action pour faire connaître le Monde libertaire est importante, chaque abonnement nous est précieux.

Nos moyens dépendent de l'effort que nous fournissons ensemble pour accroître l'audience de notre presse et lui donner une assise financière stable. Aujourd'hui, façonnons le monde de demain.

Voici une liste de souscriptions, à celle-ci vient s'ajouter des prélèvements automatiques soldant progressivement les cent mille francs (M.L. n°630, du 25 septembre 1986) qui nous restaient à trouver. Souscriptions août-septembre : 6 157 F. Prélèvement août-septembre : 9 241 F. Reste : 84 602 F.

Les administrateurs

• SOUSCRIPTIONS

Anonyme : 260 F, Gr. Sébastien-Faure : 500 F, Gérard Escoubet : 100 F, Jérôme Borroz : 50 F, J.-F. Couteau : 50 F, Marie-France Cabanettes : 1 000 F, Henri Planaff : 100 F, Afes : 200 F, D. Leducq : 50 F, Anton Nikolof : 50 F, Soliva Jacques : 125 F, Mourger Yves : 50 F, Joël Neyrat : 350 F, Teste Bernard : 50 F, Le Guyard J.-P. : 50 F, Mille Pierre : 300 F, Defontaine Michel : 50 F, Anonyme : 100 F, Jule François : 150 F, Garcia Antoine : 200 F, Burot Xavier : 50 F, Francis Lemarié : 150 F, Duthilleul Alain : 200 F, Rajae Pascale : 400 F, Anonyme : 72 F, Limmacher Gilles : 50 F, Jeannot André : 1 000 F, Hoareau Bernard : 200 F, Rouere Sabine : 200 F, Kozak Gilles : 50 F.
Total des souscriptions (août-septembre) : 6 157 F.

• VIREMENTS AUTOMATIQUES

Total des virements (août-septembre) : 9 241 F.

en bref...en bref...

• Antoine Gasnault passera en procès le 19 novembre 1986 à 15 heures, au Palais de justice d'Orléans, pour refus du service civil. On peut le soutenir en envoyant des télégrammes au président de la chambre correctionnelle d'Orléans, 44, rue de la Bretonnerie, 45044 Orléans. Pour tout contact : comité de soutien Bertin/Guesnault, c/o A. Givault, 17, rue Camille-Desmoulin, 37000 Tours (tél. : [16] 47.50.89.64 ou [16] 47.46.27.03).

• L'Association de recherche sur la militarisation de la société (A.R.M.S.) nous informe que la cinquième Coordination nationale anti-symbiose Armée-Education aura lieu les 22 et 23 novembre à Angoulême. De cette réunion dépendra l'avenir de la coordination. Pour tout contact : A.R.M.S., Maison des associations « Le Nil », route de Bordeaux, 16000 Angoulême.

• Une coordination regroupant des militants de la F.A., de la C.N.T., de la C.L.E.A. et des anarchistes non organisés s'est créée afin que la présence des libertaires en Sarthe ne devienne pas qu'un simple souvenir. Si vous devez mener des réflexions et des actions libertaires en Sarthe, vous pouvez les contacter : C.N.T. ou C.L.E.A., c/o Association culturelle d'expression libertaire, Maison des associations, 72000 Le Mans.

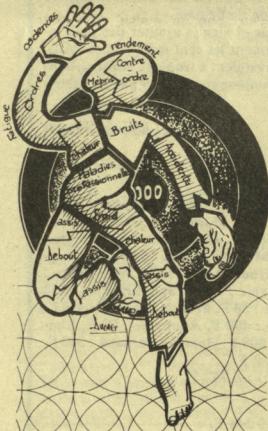
• Samedi 15 novembre, à 17 h, au local du C.I.R.A., Anne Roche présentera son dernier livre, « Les écrivains et le Front populaire ». Local du C.I.R.A. : 5, rue des Connaissances, 13000 Marseille. Pour tout contact : C.I.R.A., B.P. 40, 13382 Marseille cedex 13.

• Le n°3 du mensuel « Réflexes » vient de paraître. Au sommaire : Kanaky, la militarisation en marche ; Rue Mogador ; Discipline, c'est quoi l'armée ? ; Droit d'asile en France et le point sur les dernières extraditions de militants basques ; Infos et notes de lecture...

La revue « Réflexes » est vendue à la librairie du Monde libertaire. Pour tout contact : « Réflexes », c/o Dubacq, B.P. 84, 92800 Puteau cedex.

• « Courant alternatif » vient de paraître. Au sommaire de ce numéro : Réunions de préparation contre les lois Pasqua-Pandraud ; « Point virgule », un journal de jeunes ; Ecole : le lifting libéral ; 1^{ère} partie d'un dossier : « La révolution en question » ; Nouvelles du Togo ; Infos et notes de lecture... Pour tout contact : O.C.L./Egrégore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex. « Courant alternatif » est en vente à la librairie du Monde libertaire.

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS



LA nomination d'Alain Madelin au ministère de l'Industrie, des P.T.T. et du Tourisme en mars dernier, avait été accueillie sans grand enthousiasme. Peu de temps après, le ministère avait chargé M. J.-P. Brule, ex-président de l'ancienne C.I.I.-H.B. (Honeywell Bull) d'établir un diagnostic sur les organismes et établissements publics intervenant dans le développement de l'industrie informatique.

Dans ce rapport, qui a été remis au cabinet du ministre fin juin, J.-P. Brule a recensé 19 organismes publics concernés de près ou de loin par l'informatique et a établi pour chacun d'eux un bilan. Les premières conclusions de ce rapport sont tombées le 4 septembre dernier, lors d'une conférence de presse donnée par Brule : « L'Etat ne dépense pas trop pour aider l'industrie informatique nationale, mais il dépense mal et... 19 organismes, c'est beaucoup trop. ». Le ton est donné.

Il faudra attendre le 15 septembre, pour apprendre de la voix de M. Madelin, lors du discours inaugural du S.I.C.O.B., la suppression du Centre mondial, de l'A.D.I. (1), de la Mission informatique et la privatisation du



Alcatel quel combat ?

DEPUIS que Chirac and co. ont repris en mains le char de l'Etat, la privatisation est le grand axe directeur de l'industrie française. Changer de patron, est-ce vraiment le problème ? Se battre pour qu'il soit français est-ce vraiment le summum de l'internationalisme prolétarien ? On connaît les flonflons cégétistes du « produisons français » et ce qui nous préoccupe dans les dénationalisations et privatisations actuelles c'est les licenciements, pas le fait de changer de direction.

Par exemple, quand dans la téléphonie le groupe C.G.E. passe un accord avec le tristement célèbre I.T.T. pour racheter ses filiales en Europe, était-ce bien pour l'industrie téléphonique nationale ? Nous nous bornerons à voir ce qu'il en résulte pour les travailleurs : alors que la C.G.E. a déjà supprimé 7 000 emplois en France, elle en annonce près de 2 000 de plus... Sur l'ensemble de l'Europe (Italie, Espagne, Grande-Bretagne, R.F.A. et France), cela se chiffre par 50 000 suppressions d'emplois !

Réunin le 28 octobre, le conseil d'administration d'Alcatel a « mis en place le transfert des actifs d'Alcatel à une société de droit hollandaise, détenue à 33% par I.T.T. », comme l'a dénoncé un communiqué de la C.G.T. Ce qui avait été accueilli en juillet dernier comme une sorte de victoire du vieux continent sur le géant américain n'est en fait qu'un renforcement de la puissance d'I.T.T. dont bien sûr les travailleurs font les frais.

Si on prend l'exemple de Toulouse (1) : « les charges de travail sont identiques en 1986 et en 1987 à ce qu'elles étaient en 1985. Licencier et fermer les centres, c'est donc abandonner l'installation du parc qui reste à électroniser (30% sur plus de 20 millions de lignes) aux Américains. »

Après Disneyland (2) en France, le capitalisme américain semble vouloir créer en Europe des sortes de zones franches où son idée du libéralisme s'allie au capitalisme le plus offensif. En France, la C.G.T. semble mener seule la lutte dans les établissements Alcatel (à Cherbourg, elle gagne 13% dans le collège ouvrier et obtient 34% dans le collège cadre, où elle n'était pas précédemment représentée). Mais quelle serait la position de la centrale de Montreuil s'il n'y avait pas de licenciements ou de fermetures ? Faudrait-il faire grève pour garder un patron français ? Pour nous, anarchistes, les travailleurs n'ont pas de patrie.

INFORMATIQUE

Le grand ménage d'automne

C.E.S.I.A. Par ces mesures, le gouvernement Chirac a voulu mettre en avant la rupture de sa politique par rapport à celle menée précédemment par les socialistes, politique jugée illusoire.

C'est bien... mais c'est trop cher !

C'est la stupéfaction dans les organismes, surtout à l'A.D.I. Il est vrai qu'à l'agence, des menaces pesaient depuis un certain temps déjà, et que le personnel ne se faisait pas d'illusions quant à l'avenir. Il est certain que l'A.D.I. avait besoin d'être restructurée et d'avoir des missions nouvelles. Cette certi-

tude avait été renforcée, notamment lors des discussions budgétaires à l'Assemblée nationale, en août dernier, où l'A.D.I. avait été dotée d'un budget. Mais de là à supprimer purement et simplement cet organisme, il fallait un pas que le gouvernement n'a pas hésité à franchir.

Pour la petite histoire, l'A.D.I. a été créée en 1980 par Giscard, chargée de mission plus ou moins revues suivant les changements de politique industrielle, mais dont les principales étaient le financement de logiciels professionnels, et un suivi de la veille technologique et des études. Madelin, lors de son discours, n'a pas hésité à justifier cette suppression par des termes tels que

des raisons budgétaires il avait fallu la prendre.

L'A.D.I. emploie 150 personnes et sur ce nombre, il y a 110 personnes sur poste budgétaire. Théoriquement, celles-ci étaient assurées d'une garantie d'emploi. Or, comble de l'ironie, et cela crée un précédent dans l'histoire des établissements publics à caractère commercial (E.P.I.C.), le personnel de l'A.D.I. sur poste ne sera pas reclassé. Aujourd'hui, la situation n'est pas brillante. D'une part, le personnel se trouve confronté à un adversaire de taille : le ministère, avec lequel les négociations ne sont pas faciles et d'autre part, n'ayant pas de structure syndicale, celles-ci s'avèrent plus difficiles encore !

Négociations quand tu nous tiens...

Les négociations se font à trois niveaux : les représentants du personnel (comité d'entreprise) ont soumis un plan social à l'interlocuteur nommé par le cabinet, M. Tagliana, qui est chargé de faire le lien avec celui-ci. Les procédures sont longues et complexes. Le troisième niveau est le ministère du budget qui est le décideur final, il signera ou non ce plan social. Au fur et à mesure que l'on avance, il s'avère que Madelin veut régler le problème A.D.I. le plus rapidement possible, c'est-à-dire pour la fin de l'année. Il s'avère également que le ministère du budget n'a jamais été concerté lors des décisions de suppression et aujourd'hui il « fait le mort ». D'ores et déjà, les problèmes se profilent à l'horizon.

De plus, il semblerait que des magouilles se font en haut lieu, entre le cabinet et le président de l'A.D.I., O. Marec, qui a été chargé de la liquidation de l'organisme, afin qu'il envisage une privatisation de certaines actions de l'A.D.I. Le personnel a exigé que O. Marec soit destitué de son rôle d'interface entre le ministère et l'A.D.I., que les propositions de rachat éventuel soit faites dans le cadre d'appel d'offres et qu'une personne neutre soit nommée pour juger du bien-fondé de ces propositions. Cette demande a été approuvée par le dernier conseil d'administration.

La situation se durcit, le personnel étant fermement décidé à faire valoir ses droits. Il faut noter que le statut des E.P.I.C. est un statut ambigu, relevant à la fois du droit privé et du droit public. De plus, le climat actuel n'est pas serein : on a appris récemment que le plan social de l'A.N.V.A.R., où 65 personnes sont licenciées pour raisons économiques, vient d'être refusé par le ministère du budget.

En aucun cas, le personnel de l'A.D.I. ne veut faire les frais d'une restructuration de la fonction publique et des magouilles interministérielles. L'affaire du Carrefour international de la communication a été réglée sans bruits, il n'en sera pas de même pour l'A.D.I. Affaire à suivre.

M.I.

(1) A.D.I. : Agence pour le développement de l'informatique.



Alexis Pierre

(1) Déclaration de Marc Delebarre, responsable C.G.T.

(2) Cf. « Monde libertaire » n°633 et 634.

Le Beurre et l'argent du beurre

• **FRITURES.** Pour le gouvernement espagnol, le syndrome de l'huile toxique qui a fait vingt-quatre mille victimes, c'est du passé... et du passé « faisons table rase ». Devant le refus gouvernemental de prendre en compte leurs requêtes, une délégation des victimes a décidé de porter le débat devant le Parlement européen.

• **CHÈQUES PAYANTS.** Plusieurs organisations de consommateurs demandent qu'en échange de la tarification des chèques par les banques, des compensations soient accordées aux particuliers, comme la rémunération des comptes par exemple (intérêts).

• **MOUSQUETAIRES.** Edouard Leclerc, spadassin de la démagogie libérale, après s'être attaqué par des publicités parues dans la presse à Force ouvrière sur le thème : « L'emploi c'est fini ! » et « Les petits boulots, c'est déjà du travail ! », brave la réglementation en lançant une campagne de publicité comparative sur les carburants. Révolutionnaire, non !

Son frère, Michel Leclerc est en prison sous inculpation de banqueroute, activité commerciale menée en dépit d'interdiction et d'abus de biens sociaux, dans l'affaire de la Société ardennaise de menuiserie. Que fait Bernard Tapie ?

• **TCHERNOBYL** (fuites et faim ?). Le secrétariat d'Etat belge a déconseillé aux particuliers de manger des champignons sauvages, en raison du taux de radioactivité important. En Norvège, le gouvernement a déclaré impropre à la consommation entre 10 et 25% de sa production annuelle de viande de mouton (2 000 tonnes) et de rennes (500 tonnes).

En France, le bétail digère très bien le foin radioactif, c'est du moins ce que prétend la préfecture de Valence. Le ministre de l'Environnement, lui, recommande aux chasseurs une « limitation de la consommation de bécasse », en raison du taux de radioactivité élevé observé sur des oiseaux migrateurs. Que fait la police de l'air ?

• **DANS L'EAU.** Ecologie oblige, nos autorités ont demandé au commandant Cousteau d'établir un rapport sur les problèmes liés à la construction du pont reliant l'île de Ré au continent. Aujourd'hui, Cousteau refuse de remettre ce rapport ! Ce mauvais chercheur invoque le prétexte ridicule que... les travaux ont déjà commencé. Que fait la troisième équipe de la D.G.S.E. ?

L.L.



Boule Puante

Avec Albin Chalandon qui se pique s'y frotte !

LE Garde des Sceaux a décidé de durcir son projet de loi relatif à la lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants. Cette fois, il s'inspire ni plus ni moins de la loi sur les alcooliques dangereux, également applicable aux victimes de maladies vénériennes, pour permettre le traitement d'office des toxicomanes en hôpital psychiatrique.

Rappelons que cette loi permettrait, si elle est promulguée, le placement d'office d'une personne majeure dans un établissement sanitaire agréé sur simple demande du conjoint, des ascendants ou descendants (parents, ne fumez plus un petit joint devant vos enfants, ils peuvent vous dénoncer et vous faire interner), du tuteur ou du procureur de la République.

La mesure serait prise après expertise médicale ; mais en cas d'urgence, le président du tribunal pourra seul décider. L'expertise médicale n'intervient alors que dans un délai de sept jours. Cette innovation de M. Chalandon avait été qualifiée de « *totalisme irrationnel* » par Michèle Barzach, ministre déléguée à la Santé. Apparemment la Chancellerie n'a « cure » de tels avis qui l'empêcheraient de réprimer en rond, démontrant une fois de plus qu'en bien des domaines la réalité dépasse la fiction.

Pourtant, il suffirait de vérifier les résultats à propos des alcooliques dangereux pour se rendre compte que de telles mesures n'ont jamais résolu le problème de l'alcoolisme. Il suffit d'écouter le docteur Olivenstein répéter à qui veut l'entendre — mais qui aujourd'hui accepte encore d'être confronté à la réalité ? — que la toxicomanie est la rencontre d'un individu, d'un produit et d'une société avant d'être une maladie au sens thérapeutique.

La première des démarches longues et douloureuses à accomplir pour aider un drogué est avant tout de lui faire reprendre confiance en lui en restaurant sa personnalité en détoute. Cela demande nécessairement beaucoup de soins et d'attention, que seule peut procurer une relation suivie et humaine avec le personnel qui le traite. C'est également à cette condition que le toxicomane pourra manifester son intention de s'en sortir. Or, en aucun cas, l'isolement et le traitement de force en hôpital psychiatrique ne peuvent répondre à ce besoin et par conséquent prétendre résoudre le phénomène de la toxicomanie.

Le choix de Chalandon est donc clairement défini puisque renonçant délibérément à s'attaquer à ce fléau, il a pris le parti de continuer son aseptisation par le vide de la société, en plaçant irrémédiablement le drogué dans un ghetto, comme autrefois les lépreux étaient rejetés dans les léproseries.

ALAIN



Chalandon : « Moi, une tête de drogué ? »

Que sais-je ?

- **Colle à rustines, éther, trychlo.** Réservés aux ados fauchés et aux cloos. Bousillent les parois nasales, les poumons, l'estomac et surtout le cerveau.
- **Herbe, haschich, huile de cannabis.** Réservées à l'intelligentsia bohème des années trente, ces « drogues douces » se sont extraordinairement démocratisées. Probablement consommées par votre facteur, votre garagiste, vos enfants (voire vous-mêmes), elles ne paraissent guère plus dangereuses que l'alcool et le tabac.
- **Acides, L.S.D., champignons et divers médicaments vendus en pharmacie** (amphétamines, tranquillisants, euphorisants). Utilisés par les toxicos n'ayant pas les moyens de s'offrir l'héro ou la coke, ou comme palliatifs durant les crises de manque. Hyper dangereux pour le système nerveux en général, et pour les neurones en particulier.
- **Cocaïne.** Dope « branchée », réservée à une élite intellectuelle qui a les moyens de la payer 700 F le gramme. Sorte de potion magique stimulant — pas longtemps — les facultés physiques et intellectuelles, elle devrait être tournée ou remboursée par les patrons puisque c'est généralement pour travailler plus, mieux et plus longtemps, que publicitaires, journalistes, ingénieurs et autres l'utilisent. Fait penser à ces dopes dont se gavent les sportifs, quitte à se ruiner physiquement à court terme. Les accros de la cocaïne, eux, se préparent surtout des dépressions nerveuses.
- **Héroïne.** La plus connue, la meilleure, la pire. Une des plus chères, aussi, et les accros sont très vite prêts à tout pour s'en procurer. On ne crève pas forcément d'overdose : avant, il y a les maladies dues au manque d'hygiène, à la malnutrition, aux problèmes cardiaques qu'elle engendre. Voir à ce sujet les récents articles de Cavanna, où il explique avec désespoir et lucidité que l'héro rapporte tant de fric, et à tant de gens, qu'il n'y a guère de chances de la voir disparaître. D'ailleurs, les junkies hagards, tremblants, prêts à se shooter avec la flotte du caniveau se multiplient.
- **Outsider : le crack.** Le journal *Libération* nous le promet pour bientôt, avec une certaine « gourmandise ». Variante bon marché de l'héro, le crack se fume, provoque des réactions très violentes, entraîne une dépendance très rapide, crée des ravages dans tout l'organisme. Dernière trouvaille que les requins iront dealer dans les cités. On n'arrête pas le progrès !

PASCALE

LA drogue est un sujet à la mode. La drogue est un sujet qui fait vendre. La drogue c'est de la poudre, de l'herbe, des comprimés. Mais la drogue, c'est quoi encore ? A quoi ça sert ? Y a-t-il des drogues utiles et des drogues inutiles ? Qu'est-ce qui fait que pour une dose on en vient à voler, à se prostituer, voire à mourir une balle dans la tête ou « asphyxié » par une overdose ?

Les intoxiqués à l'encre d'imprimerie

Autant de questions au fil des magazines, entre une procession de mannequins et la dernière bonne table du Périgord noir. Parce que pour un journaliste, coco, la drogue c'est pas vraiment de la merde. Pendant ce temps, au détour des H.L.M. cradingues de la banlieue nord ou de la pierre de taille de Passy, la drogue c'est d'autant plus un sujet d'actualité qu'elle se vit tous les jours. C'est tous les jours le besoin de la snifette, de la piquouze qui fait la journée belle ou un peu moins moche, les parents sympas ou un peu moins cons.

Le paradoxe de la drogue, c'est qu'elle s'attaque à toutes les couches sociales, à toutes les classes, dirons-nous. Les méchants et les gentils, les crédules et les « branchés ». Alors problème de

au calvados glycéric. Et si on enfermait les cynothiques et les cancéreux du poumon, et si la jeunesse ne se droguait pour oublier finalement que leurs parents boivent parce que leurs fils se dopent ?

Rien n'est simple. Le réflexe primaire des libertaires serait d'évacuer le problème en disant : « C'est son affaire, sa liberté, son corps est à lui... un peu trop facile. C'est oublier le fond, c'est être frileux et indifférent. Le drogué a besoin d'amour, de tendresse, de compréhension... et de sa dose. C'est oublier le désespoir tapi au fond du sac plastique plein de colle à rustines ; c'est oublier la cocaïne stimulante et aphrodisiaque ; la reine blanche ; c'est oublier aussi les Beatles couverts d'or et dont les voyages en Inde n'étaient pas tellement faits pour soulager la famine.

Toute une génération a écouté Dylan, Donovan, les Stones faire l'apologie des drogues, a entendu que leurs idoles prenaient du L.S.D. ou de la coke et les a entendus revendiquer en faisant des disques d'or. Combien de Janis Joplin, de Jimmy Hendrix, de Brian Jones ou de Jim Morrison sont morts dans les chiottes sordides d'une salle de concert. Mais Bon Dieu ! qu'elle était belle la musique.

Sur fond de chômage, d'ennui, de lassitude, de « no future » ou de gourme jetée un peu trop hâtive-

Drogue non au simplisme !

génération ou de la société toute entière.

Faut-il qu'en fin de XX^e siècle, où l'apport des techniques pourrait nous laisser espérer une civilisation de loisirs, il y ait encore une jeunesse décadente et perverse, en un mot délinquante qui ne peut avoir recours qu'à des « paradis artificiels » pour voir des arc-en-ciel avec sept vraies couleurs vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Heureusement que nous avons les docteurs Folamour qui les contraignent à réinventer Baudelaire et le bon docteur Freud, grand amateur de cocaïne. Merci, docteur !

Ricard ou cocaïne ?

La drogue, c'est pourriture et compagnie. Nous sommes tous des drogués, au Ricard, au 12⁵,



ment, la solution peut effectivement apparaître sous la forme d'une seringue ou d'un sachet de poudre. Et c'est l'enfer. La dépendance, très vite, les avant-bras rougis par les injections, les cloisons nasales bouffées, le cerveau grillé par les multiples « voyages » qui font, au retour, que l'enfer est plus infernal.

Et Dieu dans tout ça ?

Tout le monde est d'accord là-dessus. Les trafiquants de drogue sont des trafiquants de mort. Mais la mort est encore la chose qui se trafique le mieux dans nos sociétés médiatiques, pluri-culturelles, aseptisées et malgré tout vivantes.

Alors, s'en sortir ? Comment ? Pourquoi ? Avec qui ? Il existe une association internationale, les Narcotiques Anonymes (N.A., cf. *Monde de l'Education* n°132), qui aide et soigne, dont le programme comporte douze points. Je ne résiste pas au plaisir d'en citer deux : « 2. Croire qu'une puissance supérieure peut nous rendre la raison. 11. Chercher par la prière à améliorer son contact avec Dieu. » N.A. recense environ sept cents mille adhérents. C'est sept cents mille échecs.

Détruire le pavot de la plaine de la Bekaa, c'est sans doute supprimer une des causes de la guerre du Liban où les gosses ont grandi au bruit des roquettes. Raser les champs de coca, c'est appauvrir encore plus les paysans des hauts plateaux. On peut multiplier les exemples. La drogue peut ne pas être le problème des libertaires. Un drogué n'est pas un militant perdu, mais simplement un corps à la dérive à la recherche d'une absolue mythique et imaginaire.

MOGADON

UNE NUIT DE COLLAGE Quand le brigadier-chef Schneider se prend pour Stallone

LE jeudi 6 novembre, nous avons choisi comme itinéraire de collage les gares S.N.C.F. des environs de Chelles, en direction de Paris. Les panneaux de la gare de Gagny recouverts d'affiches, nous chargeons le matériel dans les coffres de deux voitures. Là, tranquillement, arrivent un command-car et un fourgon de la C.R.S. 36 de Thionville. Brusquement, tout va s'accélérer !

Phase 1. On nous demande aimablement les papiers des véhicules et ceux des passagers pour un simple contrôle.

Phase 2. On réclame un exemplaire de chaque affiche et de nouveau les pièces d'identité qui, là, sont emmenées au car pendant que les C.R.S. prennent position. Certains à dix pas, le fusil en position, avec un air de justicier des grands soirs.

Phase 3. Le ton monte malgré le silence et la bonne volonté des militants. Deux par deux, nous sommes collés face contre le mur, jambes écartées pour une fouille rigoureuse. Bilan : deux matraques télescopiques.

Phase 4. Fouille des véhicules. Bilan : une bombe paralysante, trois matraques et un nerf de bœuf (1).

Le groupe de sept personnes est emmené manu militari au car. Pendant ce temps, des C.R.S. font le tour des véhicules stationnés sur le parking en essayant de les ouvrir, des fois que l'un d'entre eux nous appartiendrait. Cela donne des « idées » au responsable du car, qui fouille les portefeuilles dans l'espoir de trouver d'autres papiers de véhicule, tout



en dialoguant avec ses collègues en dialecte lorrain. Puis, direction commissariat de Gagny.

Les deux premiers d'entre nous qui sortent subissent une nouvelle fouille avant d'entrer dans les bureaux. Pendant ce temps-là, dans le car, nous avons droit au petit jeu policier habituel. Un joue au teigneux et nous menace de nous « faire foutre à poil », puis intervient le « bon bougre » prêt à discuter. C'est le plus dangereux ! Après avoir été fouillé de nouveau, tout le monde se retrouve dans le commissariat pour essuyer la colère du chef de poste. Pourquoi être venu coller à Gagny, au lieu de faire cela ailleurs ? Est-ce vraiment nous ou les C.R.S., les sujets de sa colère ? Quand même sept vérifications d'identité et de domicile... quel travail !

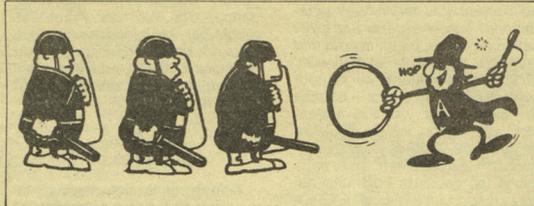
Le dernier sortira à minuit du poste de police. Les deux détenteurs des matraques, qui revendi-

quent le total du matériel, seront convoqués le lendemain. Une petite leçon de morale, car on risquait la correctionnelle, puis le gros intérêt : savoir si la Fédération anarchiste est connue des Renseignements généraux. Alors les trois affiches : une publicité pour le *Monde libertaire* (en vente dans les kiosques), une autre pour Radio-Libertaire (bonne critique régulière dans la presse type *Télérama* et dérogation officielle)... vous voyez, rien de bien méchant. Ah ! au fait, la troisième affiche appelait à un meeting ayant pour thème : « Non au délire sécuritaire ! ». Ironie du sort, non ?

BERNARD
(Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Ce matériel de collage s'explique par la présence dans la région d'individus voulant bouffer de l'anarchiste à trop bon compte.

Librairie
du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris



Expulsion à Lyon

LE 2 octobre dernier, des militants anticléricaux de l'O.S.T.I.E. (Opposition à la soumission à la théocratie et à l'intrusion ecclésiastique) étaient interpellés lors d'un collage d'affiches protestant contre la venue du Pape à Lyon. Paola Piazzalunga et Marcus Schiesser (l'une italienne, l'autre suisse) se retrouvèrent incarcérés dans une caserne de C.R.S. en attendant d'être expulsés vers leurs pays d'origine. Une vaste mobilisation bloqua in extremis cette expulsion et tous les deux retrouvèrent la liberté après une semaine de détention... pour délit d'opinion !

Aujourd'hui, cette affaire n'est pas classée. En effet, si devant la campagne de protestation la préfecture de Lyon et le ministre de l'Intérieur ont cédé, si le 7 octobre à 21 heures nos camarades ont été relâchés, l'abrogation de l'arrêté d'expulsion n'a pas suivi !

Paola n'a pas récupéré sa carte de séjour ni aucun papier légitimant sa présence en France. Comme tout ressortissant étranger dans ce cas, elle se trouve donc dans l'impossibilité de circuler librement, de travailler et d'engager toutes démarches administratives. Elle risque à tout moment un contrôle d'identité et l'expulsion immédiate. La stratégie du ministère de l'Intérieur est simple : attendre que la mobilisation militante se soit relâchée pour expulser tranquillement Paola (Marcus, lui, était simple touriste).

Une action judiciaire a été engagée par M^e Cacheux pour surseoir à l'arrêté d'expulsion. Mardi 18 novembre, une audience a donc été fixée. La mobilisation de tous a obligé le ministère à libérer Paola et Marcus. Elle doit aujourd'hui obtenir l'abrogation de l'arrêté d'expulsion.

GIL

Dernière minute : la préfecture de Lyon a rendu à Paola sa carte de séjour et son permis de travail. De plus l'arrêté d'expulsion a été abrogé officiellement.

POLLUTION

Un automne chargé

L'INCENDIE qui a détruit l'entrepôt d'une usine Sandoz près de Bâle, en Suisse, serait à l'origine de rejets chimiques dans l'atmosphère (1). Cet incendie, qui a eu lieu dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, et dont les causes n'ont pas encore été déterminées, a dégagé du dioxyde de soufre, de l'oxyde d'azote et du mercaptan (2). L'analyse de l'eau du Rhin a révélé également d'importantes concentrations de mercure et de phosphore, ce qui peut expliquer les cadavres de poissons flottant actuellement à la surface du fleuve.

Cet incendie nous rappelle que le Rhin est devenu l'un des fleuves les plus pollués d'Europe (3), notamment par les complexes industriels de France et du bassin de la Ruhr en R.F.A. L'incendie de l'usine Sandoz n'a pas été le seul événement de l'automne en matière de pollution chimique industrielle. L'automne aura été aussi fertile que l'été 1986 (4).

Il y a eu un incident dans un complexe chimique situé entre Rouen et Le Havre. La rupture d'une conduite transportant du chlorure de vinyle dans une usine de Devnya, en Bulgarie, a tué 17 personnes et blessé 19 autres (1). Sans oublier la pollution d'un lac — source d'eau potable — près de Redon, en Bretagne. A ces formes de pollutions chi-

miques vient s'ajouter l'éventuelle disparition de la couche atmosphérique d'ozone au-dessus du continent antarctique ; disparition dont on ne connaît pas encore précisément les tenants et les aboutissants (5).

Il est possible que la multiplication de ces formes de pollutions peuvent transformer incidents ou accidents en simples faits divers. D'autre part, notre civilisation ne peut plus se passer aujourd'hui des industries chimiques. Celles-ci élaborent des produits de base qui servent à la fabrication de matériaux devenus aussi divers qu'indispensables, comme par exemple les matières plastiques. Aussi, comme j'écrivais déjà dans un précédent *Monde libertaire* (11 septembre 1986), on ne pourra pas éviter l'augmentation des formes de pollution sans mutations technologiques.

C.D. (Evreux)

(1) « Le Monde », numéros des 4, 5 et 6 novembre 1986.

(2) Mercaptan : composé d'odeur fétide dérivé de l'alcool, dans lequel l'oxygène est remplacé par du soufre.

(3) Des articles ont déjà été publiés sur ce sujet dans le « Monde libertaire ».

(4) « Monde libertaire » du 11 septembre 1986.

(5) « La Recherche » n°181, octobre 1986.



PARIS

Manifestations anti-apartheid

LA manifestation du 6 novembre fut loin de ressembler aux manifestations anti-apartheid d'il y a peu. L'Afrique du Sud, comme beaucoup de luttes, n'intéressa que l'espace d'un moment et n'a pas, comme l'Afghanistan ou l'Ethiopie, son Bernard Henri Lévy et ses clones pour conscientiser les masses à la dérive.

Il n'empêche que les élus socialistes avaient affronté la bise ce soir-là, du métro Sevres-Babylone jusqu'à l'ambassade du pays national-chrétien, décorés de leurs écharpes tricolores. L'envie de leur demander où ils se tenaient au lendemain des manifestations en réaction à l'assassinat de Machoro fut partagée par plus d'un manifestant.

La manifestation dont il est question fut appelée par plusieurs organisations politiques, associations et comités (M.A.A., S.O.S.-Racisme, F.A., L.C.R., P.S.U., etc.) à la suite de la confirmation de la visite privée de Pieter Botha ce week-end du 11 novembre. Manifestation bicéphale, car le P.C.F., la C.G.T. et, surprise, le M.R.A.P. qui s'est joint à la dernière minute à leur cortège, ont préféré défilé à part. Il semblerait que la direction nationale du M.R.A.P. écoute encore fidèlement ce groupe de pression qui fut et reste encore ce parti que

vint peut-être de l'absence de ces comités anti-apartheid se réclamant du forum national, ou de l'A.Z.A.P.O habilement mise à l'écart par l'hégémonie activiste des représentants de l'A.N.C. en France. L'homogénéisation de la lutte anti-apartheid en France se montre de plus en plus inquiétante et, répétons-le, une réaction salutaire passe par une critique appuyée des interventions du P.C.F.

HERVÉ

Communiqué

ENCORE une fois, la France s'illustre en recevant le « dictateur » Botha en visite privée. Malgré un prétendu boycott économique à l'encontre de l'Afrique du Sud, le gouvernement n'hésite pas à accueillir ce triste individu, cautionnant ainsi le régime de Prétoria.

La Fédération anarchiste proteste violemment contre la venue de Botha et estime qu'au travers de cette visite, c'est encore le peuple noir d'Afrique du Sud qui est bafoué. La Fédération anarchiste affirme son soutien à la lutte anti-apartheid et dénonce le régime de Prétoria qui entend régler cette question par la répression, qui va à l'encontre des droits élémentaires de l'homme, et réaffirme son combat contre toute société basée sur les inégalités économiques et raciales. Face à la complicité des Etats, nous en appelons à la solidarité internationale des travailleurs.

Fédération anarchiste

DU PACIFISME À LA VIOLENCE

Stratégies de lutte en R.F.A.

« Il y a des choses plus importantes que de vivre en paix. » (A. Haig, secrétaire des Affaires étrangères américain, 18.1.1981.)

Le 11 octobre dernier, deux événements se sont produits en R.F.A. : d'une part, cent quatre-vingts mille personnes (cent cinquante mille selon la police) ont manifesté à Hasselbach-Hunsrück contre l'installation des missiles Cruise ; et, d'autre part, Gerald von Braunmühl, directeur des affaires étrangères, a été abattu. Les Fractions armées rouges ont revendiqué cet attentat.

La presse a longuement évoqué le second événement, passant presque sous silence le premier. Quels sont les points communs entre les deux faits ? Tous les deux nous amènent à nous poser des questions : comment nous situons-nous par rapport à ces deux actes ? quels sont nos buts ? et quelles sont les stratégies de luttés valables, politiquement et moralement fondées ? Enfin, quelles seront les suites concrètes, l'efficacité de ces deux actes ?

Mouvement de masse

Les tenants des deux camps — lutte non-violente et lutte armée — tombent généralement d'accord sur les événements qui se situent dans un lointain tiers monde : chacun admet qu'il serait paradoxal de voir des villageois nicaraguayens former une chaîne humaine et danser durant une attaque des « contras ». Mais comment prendre position lorsqu'on se rend compte, brutalement, que la guerre se passe aussi chez nous ?

Depuis trois ans, on observe en R.F.A. un véritable mouvement de masse dont les cibles sont avant tout les installations militaires de l'O.T.A.N. et le nucléaire. Les formes de cette lutte vont de la résistance passive aux affrontements violents, avec des images de guerre civile, des blessés et même des morts (Berlin, Francfort, Wackersdorf). L'éventail des stratégies étant large, l'entente est parfois difficile, voire impossible : blocage avec sit-in ; enchaînement pour barrer des passages (par exemple le mouvement Action Sühnezeichen, qui a pour slogan « Que les épées deviennent des charnières ») ; sentinelles permanentes (comme le camp de femmes de Hunsrück) ; occupation pacifique des lieux (par exemple le « village libre » de Wackersdorf) ; manifestations dites classiques (que leurs détracteurs appellent « Latschdemo », « manifs traine-savates ») ; manifestations de style fête populaire, avec stands, musiques et animations diverses (Hasselbach, Wackersdorf, Brokdorf) ; boycott de certains lieux, institutions ou produits (banques, électricité, Coca-Cola) ; sabotage (destruction de biens militaires, de matériel électrique que revendiquent les « Sägefische », « poissons scie ») ; jusqu'aux attentats contre des constructions ou des personnes « symboliques »...

Quand les fleurs offrent des fleurs...

Dès le lendemain, la manifestation de Hasselbach a été saluée par la gauche comme un « gigantesque succès ». Tout le monde semblait content... même la police. Elle avait



Camp de résistance des femmes.

distribué, avant la manifestation, des tracts appelant au calme. Elle avait pris part aux discussions. Le lendemain, elle a couvert les manifestants de compliments. A-t-on bien compris que le seul but de cette apparente solidarité était de pouvoir installer les fusées sans complication ? Les manifestants ont compris trop tard qu'ils étaient tombés dans le piège psychologique que leur avait tendu l'adversaire. « Succès gigantesque » ? « Pour les marchands de saucisses et de ballons gonflables, oui... ». « Mais, pour nous, un gigantesque échec puisque l'installation des fusées n'a pas été empêchée. » « Il faut continuer de planter des signes d'espoir », ont courageusement riposté quelques uns, tandis qu'un autonome ricanait : « Ceux-là, ils chanteront et ils danseront encore quand les fusées seront en marche ! »

Lors de la manifestation de Hasselbach, on a pour la première fois écarté ceux que la presse de Springer — le Hersant allemand — appelle « les chaotiques ». (Ces « chaotiques » dont un tract de la police disait : « Il faut les démasquer, les dénoncer immédiatement ».) Ceux qui ont été les habitués, et les bêtes noires de toutes les manifestations de ces dernières années. Ils les précèdent de quelques mètres, déguisés, masqués, vêtus de noir. Leur nombre a considérablement augmenté depuis Tchernobyl. Infatigables, ces « Steelfighters », venus des mouvements autonomes, réclament la « révolte permanente » et une société autonome à la mesure de l'individu, dépourvue de tout pouvoir. Ils rejettent toute théorie, se moquent de Bakounine et de Marx autant que des Verts et des gentils pacifistes. La violence éclate parfois, lorsqu'un agent provocateur se glisse dans leurs rangs.

Répression sournoise

Mais la barrière séparant les militants pacifiques des autonomes est de plus en plus floue, à cause du sentiment de révolte, d'impuissance et d'horreur face aux attaques de plus en plus brutales des « forces de l'ordre » contre les manifestants inoffensifs.

La démarche des groupes « verts » montre la fragilité relative de ces frontières : les députés « verts » Christa Nickels et Antje Vollmer avaient adressé une lettre aux prisonniers de la R.A.F. pour leur proposer une discussion politique, provoquant ainsi une tempête dans leurs propres rangs (« On ne discute pas avec des assassins... »). Antje Vollmer a expliqué : « Il est nécessaire de démontrer la voie de la non-violence aux membres de la R.A.F. (Fraction armée rouge) et aux autres responsables d'actes violents. L'évolution de la R.A.F. nous a montré clairement qu'on ne peut pas vaincre la violence par la violence. Ainsi, la R.A.F. a été, malgré tout, au sens négatif, notre enseignante ». Résultat de cette tentative : les prisonniers ont refusé la rencontre.

Les nombreuses manifestations de ces derniers mois ont eu une conséquence immédiate : le Parlement de Bonn veut faire passer par voie de procédure rapide plusieurs lois concernant la lutte contre le terro-

risme. Tout d'abord, un paragraphe promettant des avantages aux témoins à charge dans les procès politiques, selon le modèle italien. On prévoit également d'élargir le célèbre article 129.A (formation d'organisations terroristes) et le renouvellement du 130.A révisé (incitation aux actes criminels). Le nouvel article 129.A aura des conséquences graves sur les mouvements antinucléaires (perturbation dangereuse de la circulation). L'article 130.A mènera tout droit au « délit de communication » : même si les pensées sont — encore — libres, elles pourront être poursuivies si elles s'expriment à haute voix ou sous forme de tract.

Les mouvements de masse sont-ils condamnés ? Inefficaces ? Déviés, déformés, canalisés ? Menacés par la criminalisation ? Et pourtant, la puissance de ces mouvements est notre seule espoir de rendre un jour superflu les « révolutionnaires professionnels ».

DAGMAR



« Halte à la répression graduelle du droit de manifestation ! »

IRLANDE

Sinn Féin renonce à l'abstention

SINN FÉIN, le principal parti nationaliste républicain en Irlande vient de renoncer, dimanche 2 novembre, par 429 voix contre 161, à l'abstention lors des élections au Dail (Parlement de la République d'Irlande). C'est une décision historique, un adieu à 65 ans de non-participation électorale.

Rappelons brièvement les arguments jusque-là avancés pour justifier cette position et essayons de comprendre ce qui a pu motiver un tel volte-face. Sinn Féin, créé en 1902, est devenu à partir de 1916 la principale force contre la domination britannique en Irlande, notamment grâce au ralliement d'une grande partie du mouvement ouvrier, qui ainsi décrût comme force autonome, sans d'ailleurs que Sinn Féin s'ouvre aux idées socialistes.

Après cinq ans de guerre, en 1921, le gouvernement britannique propose la partition de l'île : six comtés d'Ulster, qui en compte neuf, resteront partie intégrante du Royaume-Uni, les 26 autres comtés se voyant proposer un statut de dominion assez analogue à celui du Canada. Cette décision était motivée par les campagnes victorieuses de la toute jeune I.R.A. et par le souci de maintenir les intérêts britanniques dans la partie la plus industrialisée de l'île.

S'affrontent alors en Irlande les partisans du traité, analysé comme une étape, dont est issu le parti Fine Gael actuellement au pouvoir, et ses adversaires, en premier lieu Sinn Féin. Une farouche guerre civile apporte la victoire au premier. Sinn Féin, depuis lors, refusa toujours de reconnaître l'Etat du Sud, même devenu républi-

que en 1949. Même au prix d'importantes scissions, comme celle des partisans d'Eamon de Valera, figure historique de l'insurrection de 1916, qui fondèrent Fianna Fail en 1927, parti hostile à la partition et à la lutte armée, et qui alterne au pouvoir désormais avec Fine Gael, sur des positions plus nationalistes mais plus réactionnaires.

Pourquoi le volte-face ?

Les premiers signes de changement interviennent lors des campagnes de grèves de la faim des prisonniers républicains en 1981, pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Pour donner plus de retentissement à la campagne, la décision est prise de présenter les grévistes aux élections. Deux candidats, dont Bobby Sands, sont élus à Westminster, et deux au Dail car la constitution de la République d'Irlande permet aux citoyens du Nord d'être électeurs et éligibles. Cette décision est acceptée par tous comme purement tactique, les députés ne siègent évidemment pas.

Le glissement se poursuit par la participation aux municipales en Irlande du Nord, avec un relatif succès : 12% des voix (toutes communautés confondues). Mais si leurs pratiques électorales diffèrent de celles des partis traditionnels, puisque chaque élu rend compte de son action devant l'assemblée générale de son quartier chaque semaine, elles n'en restent pas moins une reconnaissance des institutions étatiques comme moyen d'émancipation.

Avec la décision de participer aux législatives au Sud, Sinn Féin va encore plus loin, en reconnaissant que

l'Etat britannique est plus légitime que l'Etat républicain au Nord, qui continue officiellement d'être boycotté au niveau législatif. Le principal argument avancé par la direction du Sinn Féin en faveur de la participation électorale est la représentativité. L'enjeu est de prouver que l'I.R.A. n'est pas un groupuscule terroriste, mais est soutenu par un large courant populaire, les élus Sinn Féin s'engageant à soutenir la lutte armée en Irlande du Nord.

Les abstentionnistes, la vieille garde républicaine du sud, dont beaucoup d'éléments quittent le parti, sans appui semble-t-il dans l'I.R.A. ne posent le problème qu'en terme de fidélité aux principes du mouvement. Personne, dans un parti qui se veut maintenant socialiste, se réclamant d'aucun modèle en ce domaine, et ne voulant tomber dans les bras d'aucun impérialiste, ne pose le problème des moyens de lutte pour parvenir à l'émancipation sociale. Et là, les exemples passés confirment les analyses anarchistes anti-électorales et anti-étatiques.

La tactique ne peut être séparée du but à atteindre, et de toute façon, face à une puissance impérialiste telle que la Grande-Bretagne, la représentativité électorale n'est qu'un ersatz d'élément de rapport de force. Seul un puissant mouvement de masse actif, et non passivement électoraliste, regroupant tous les opprimés d'Irlande saura mettre en échec la Grande-Bretagne, condition de la réalisation d'une Irlande unie, non capitaliste et anti-étatique.

DENIS (Gr. Sabate)

IV^e congrès de l'I.F.A. Paris, 1986

Le IV^e congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.) s'est clos lundi 3 novembre, après trois jours de travaux pleins, passionnés et, dans tous les cas, constructifs. Une quarantaine de délégations ont pris part à la préparation et à l'élaboration des travaux en séance plénière. A la suite de la présentation des rapports sur la situation politique, économique et sociale de leurs pays respectifs et sur l'état des différents mouvements libertaires, le congrès s'est attaché à travailler sur l'ordre du jour dont les principaux thé-

mes théoriques étaient : l'anarchisme et les luttes de libération nationale, l'anarchisme et les luttes ouvrières.

Les résolutions finales sont présentées ici, après synthèse des contributions. Une explication doit être donnée quant à la résolution « bicéphale » sur l'anarchisme et les luttes ouvrières. L'appréciation des réalités ne se partage quelque fois pas et, quand des dizaines d'années de pratique militante, d'engagements respectueux des principes fondamentaux qui les ont fondé prennent le pas sur les considérations critiques, il arrive que des fédérations préfèrent rester sur des positions qui peuvent paraître peu constructives mais qui sont exemptes de toute ambiguïté. C'est le cas de ces deux résolutions, signées conjointement par la Fédération anarchiste française et la Fédération anarchiste italienne d'une part, par l'Union des anarchistes bulgares et la Fédération anarchiste ibérique de l'autre.

Le problème des deux C.N.T. (Confédération nationale du travail) espagnoles continue non seulement de diviser le mouvement anarchiste espagnol, mais aussi l'ensemble des anarchistes organisés au niveau international. La Fédération anar-

chiste française continuera de protester contre les tentatives, réussies pour le moment, de l'Etat espagnol d'accélérer la division du mouvement anarchiste espagnol et tente — et tentera — d'œuvrer pur la réunification et l'unité de celui-ci. Se gardant de toute ingérence dans des problèmes qui sont ceux des anarcho-sindicalistes espagnols, elle appuie la proposition d'organiser une conférence internationale sur ce sujet. Cette proposition fut d'ailleurs unanimement partagée par l'ensemble du IV^e congrès.

Il nous faut également signaler que le congrès a donné mandat à la Fédération anarchiste française d'assurer la charge du secrétariat de l'I.F.A., charge auparavant tenue par nos camarades de la Fédération anarchiste italienne, et particulièrement par Giorgio Sacchetti.

Un compte rendu plus détaillé de ce IV^e congrès sera fourni dans un prochain *Monde libertaire*. Qu'il nous soit permis de dire que ce congrès fut un bon et beau congrès, allant dans le sens de la volonté organisationnelle affirmée de l'I.F.A.

Secrétariat aux relations
internationales (F.A.F.)

L'anarchisme et perspectives de transformations sociales

POUR l'Internationale des fédérations anarchistes, la réalité sociale actuelle, à l'Ouest comme à l'Est, au Sud comme au Nord, se structure tout à la fois autour de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression de l'homme par l'homme.

Nous pensons qu'un changement social passe de manière centrale par un changement économique et donc par la destruction de la structure économique du capitalisme. Mais nous pensons également que notre intervention sur le terrain économique, à l'usine, au bureau, aux champs, doit intégrer toutes les luttes visant à changer la vie dans un sens libertaire (antimilitarisme, luttes contre l'oppression religieuse, écologie, luttes des femmes, luttes de libération sexuelle...).

Le combat de l'I.F.A. vise donc à détruire les structures économiques, politiques, sociales, idéologiques... du capitalisme, à multiplier les alternatives à ce système au niveau économique, politique, social... pour que, une fois la structure économique du capitalisme détruite, ces alternatives, qui aujourd'hui ne peuvent rester qu'embryonnaires, puissent embraser l'ensemble du champ social et structurer la construction du monde nouveau que nous avons actuellement dans le cœur.

ANTIMILITARISME

La militarisation ne se réduit pas à la seule problématique de l'armée ou de la guerre. Aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, la militarisation occupe l'ensemble du champ social (renforcement des forces répressives, renforcement des insti-



Peinture de Flavio Costantini. Pyramide sociale : à la base, la classe ouvrière dont le travail nourrit tout le monde. Elle est écrasée par les suppôts du capitalisme : l'armée prête à tirer (un général américain), l'Eglise qui trompe les masses (le Pape), les « nouveaux tsars » (Staline), la bourgeoisie parasitaire qui mange pour tous (la dame).

Luttes ouvrières syndicalisme et A.I.T.

L'I.F.A. engage ses sections adhérentes à participer aux luttes ouvrières sous toutes les formes correspondant à la réalité de chaque pays. Cette participation ne pourra naturellement se développer que sur la base des principes généraux de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme, à savoir action directe, fédéralisme et objectif de révolution sociale libertaire.

Suivant les situations dont chaque section de l'I.F.A. reste juge, cette action pourra utiliser les formes suivantes :

- l'action dans les syndicats anarcho-sindicalistes membres de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) ;
- l'action non bureaucratique dans les organisations syndicales réformistes ou unitaires dans le but de développer les conceptions anarcho-sindicalistes ;
- l'action dans les comités de lutte, conseils ouvriers ou organisations de chômeurs et de travailleurs précaires, dans le but de créer un mouvement autonome autogestionnaire.

Les sections de l'I.F.A. ne perdront pas de vue la nécessaire solidarité à l'égard des camarades des autres sections de l'I.F.A. dans les luttes ouvrières qu'ils impulseront.

Fédération anarchiste française
Fédération anarchiste italienne

tutions étatiques, de l'autoritarisme, de la hiérarchie... dans la vie sociale).

C'est pourquoi nous sommes contre toutes les armées, contre tous les impérialismes — les grands (Etats-Unis, U.R.S.S.), comme les petits (Europe, Sud-est asiatique...).

C'est pourquoi nous ne croyons pas aux traités de paix ou de désarmement conclus entre les Etats.

C'est pourquoi, donc, nous croyons à la solidarité internationaliste des peuples qui se seront débarrassés du capitalisme et de l'Etat.

C'est pourquoi notre antimilitarisme se situe à l'intérieur et à l'extérieur des casernes.

ÉCOLOGIE ET NUCLÉAIRE

Le capitalisme privé ou d'Etat ne se contente pas d'exploiter et d'opprimer les hommes. Il exploite également la nature jusqu'à détruire les conditions mêmes de la vie (pillage des ressources naturelles, pollutions de toute sorte...).

En ce sens, l'accident de Tchernobyl n'est pas un accident. C'est la

démonstration même de cette logique.

C'est pourquoi nous opposons à cette logique un système où la production serait basée sur les besoins réels des gens. Ce système qui excluerait le gaspillage énergétique n'aurait nul besoin de l'énergie nucléaire.

C'est pourquoi nous opposons à la logique actuelle un système autogestionnaire basé sur le fédéralisme. Un système autogestionnaire fédéraliste n'aurait en effet pas besoin d'une production énergétique, dont le nucléaire est l'exemple type.

ATHÉISME

Les religions, confessionnelles et laïques, par leur croyance absolue en un être suprême ou en un paradis futur, sont un obstacle au changement de la réalité sociale actuelle. Il y a toujours un rapport étroit entre les religions et le pouvoir. Actuellement, les idées laïques sont en perte de vitesse et les religions confessionnelles, par le biais du show-biz, en profitent pour retrouver une nouvelle jeunesse. Ce phénomène est particulièrement évident avec le Pape et l'imam Khomeiny.

C'est pourquoi nous réfutons toutes les religions et combattons les structures d'aliénation que celles-ci véhiculent.

ÉDUCATION

L'École privée ou d'Etat a pour but, en tant qu'institution, le maintien et la consolidation de la structure sociale dominante. Elle le réalise par le biais d'une éducation bien déterminée qui considère l'individu et l'enfant comme une éponge.

L'école produit une idéologie dont la fonction est de permettre à l'enfant de s'insérer dans le système existant.

Le but final de l'éducation actuelle n'est pas d'aider l'individu à être heureux, mais de lui faire accepter l'exploitation et l'oppression qu'il subit. Les anarchistes ont, depuis longtemps, toujours créé des espaces d'autogestion du savoir, de développement autonome de l'enfant, de non-répression sexuelle...

Ces expériences d'éducation libertaire, permettant à l'enfant de s'épanouir librement et développer l'autogestion de sa propre vie, n'ont jamais voulu être des « îlots de liberté » dans un océan d'oppression. Toutes ont été en relation étroite avec des moments de lutte contre le Capital, l'Etat, l'Eglise, etc. Ce ne sont pas des utopies mais des éléments d'un affrontement social et des instants de mûrissement de l'humanité en marche vers son émancipation.

LES OPPRESSIONS SEXUELLES

La société capitaliste (à l'Ouest comme à l'Est) est une société

patriarcale, dominée par les valeurs du machisme (oppression de la femme par l'homme, assimilation des comportements non conformes aux normes du machisme à des déviations : homosexualité...). Le pouvoir (Etat, religion, etc.) produit et exploite cette situation qui lui permet de diviser les exploités et les opprimés. C'est ainsi que la maladie du S.I.D.A. est utilisée par les pouvoirs comme moyen de discrimination à l'encontre des homosexuels.

L'I.F.A. qui est pour la liberté et l'égalité entre tous les individus refuse et combat toute discrimination et oppression sexuelle.

C'est pourquoi, nous sommes pour l'abolition de la famille patriarcale en tant qu'institution et pour la reconstruction de rapports humains basés sur le libre accord.

C'est pourquoi l'I.F.A. dénonce et s'oppose à toutes les violences sexuelles faites à l'encontre des femmes. L'I.F.A. combat pour que les femmes du monde entier puissent disposer librement de leurs corps (contraception et interruption volontaire de grossesse libres et gratuites) et de leur devenir (égalité économique et sociale).

LE RACISME

Le capitalisme privé ou d'Etat pose toujours les problèmes des différences entre les individus en terme d'inégalité. Et ce afin de diviser les exploités et les opprimés. Actuellement, et ce n'est pas un hasard car la crise économique bat son plein, le racisme retrouve une nouvelle vigueur. L'I.F.A. affirme que le racisme n'est qu'une conséquence de la division de la société en classes.

C'est pourquoi elle combat tous les racismes et proclame que, au-delà des différences qui existent entre les êtres humains, tous sont égaux.

ANTI-ÉTATISME ET FÉDÉRALISME

Le système capitaliste, qu'il soit privé ou d'Etat, est un système qui exploite et opprime le plus grand nombre. L'institution étatique est l'un des moyens lui permettant de réprimer les exploités et les opprimés, et de se perpétuer. L'institution étatique est tout à la fois cause et effet de la division sociale. Cette dernière produit l'Etat et l'Etat produit la division sociale.

C'est pourquoi l'I.F.A. veut détruire le capitalisme et l'Etat par le biais de l'action directe, de l'autogestion des luttes, de l'antiparlementarisme, de l'insurrection, etc. Elle lutte en faveur d'un système sociétaire fédéraliste basé sur la libre fédération des individus et groupes sociaux : le communisme libertaire.

De la lutte anti-impérialiste à la lutte de libération sociale

Positions de principe

1. En vertu du principe de liberté, l'anarchisme organisé au sein de l'I.F.A. :

- reconnaît l'autonomie de tout individu, de tout groupement ethnique ou national, de toute sorte de groupements locaux et territoriaux, groupements de toute sorte de besoins sociaux et de production, de consommation, d'affinité, etc. ;
- reconnaît leur droit inaliénable à l'auto-organisation ;
- reconnaît également le droit à l'autonomie des groupes ethniques, régionaux ou nationaux constitués au sein des nations pluri-nationales, mais autonomie qui se réaliserait sous la forme d'une fédération volontaire de ces groupes avec les autres nationalités et particulièrement sous la forme d'une fédération libertaire.

2. Mais en vertu du principe de solidarité, réalisable par le fédéralisme dans la fédération et de l'internationalisme — principes fondamentaux de l'anarchisme social, organisateur et révolutionnaire, l'anarchisme organisé au sein de l'I.F.A. :

- réfute et condamne toute forme de nationalisme, religion de l'étatisme et des Etats, poison des peuples au cours de leur histoire ;
- condamne toute oppression de l'homme par l'homme, toute exploitation et domination étrangère (politique, militaire, économique, sociale, idéologique, confessionnelle et culturelle) ;
- réfute et condamne le néo-nationalisme des Etats décolonisés et des Etats subissant l'impérialisme ;
- dénonce l'impérialisme en tant que principal processus de domination étatico-capitaliste sur l'ensemble de la planète. Celui des gouvernements, des compa-

gnies trans-nationales, des Eglises, des Etats sous la forme capitaliste libérale, de la social-démocratie, du communisme autoritaire et des régimes militarofascistes. L'impérialisme, ce sont également les dernières formes de colonialisme proprement dit (Kanaky, Antilles, Polynésie, Guyane, Macao, Hong-Kong, Papouasie). L'impérialisme comprend encore le conflit du Proche Orient et de la Palestine, où se mêlent des situations colonialistes, néo-colonialistes (Israël) et impérialistes (Liban, etc.). L'impérialisme utilise enfin comme outils les organisations supra-nationales (O.P.E.P., F.M.I., etc.), conférences et traités internationaux ;

- affirme la nécessité de mener la lutte contre les quatre blocs impérialistes consacrés et leur cortège de sous-impérialismes : Etats-Unis, U.R.S.S., mais aussi la Chine, voire le Vatican ;
- affirme la nécessité de mener la lutte contre les blocs impérialistes en gestation qui sont intrinsèquement liés à la mondialisation de l'étatisme, et qui se traduisent par des efforts de pénétration économique (péto-dollars en Europe, par exemple), et par les tentatives de domination politique, culturelle, militaire, et confessionnelle (conférence islamique, en particulier).

3. Les anarchistes ne doivent pas oublier que l'impérialisme n'a

pas de frontière. Ils doivent adapter leur combat en conséquence. Dans les pays où ils estimeraient opportun et utile une participation directe aux luttes de libération nationale, il est recommandable de transformer ces luttes en lutte de libération sociale. Le but de l'anarchisme est celui de l'émancipation totale de l'homme, y compris celle d'une domination étrangère. Ce but ne saurait être atteint que par la révolution sociale.

Modalités pratiques

L'anarchisme militant a essentiellement trois tâches dans les luttes anti-impérialistes :

- propager les luttes anti-impérialistes révolutionnaires, en mettant au centre de celles-ci la question sociale, sans oublier le combat contre les organisations supra-nationales du type F.M.I., C.O.M.E.C.O.N., etc. ;
- activer la solidarité internationale en recherchant la communauté d'intérêts entre les différents opprimés, et l'information directe soutenant les mouvements de masse qui suivent cette stratégie ;
- s'investir concrètement dans les mouvements anti-impérialistes et de luttes de libération nationale, afin de mettre en échec la logique de domination qui anime les courants politiques autoritaires de ces mouvements.

LA SITUATION SOCIO-POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE. Le congrès se propose, comme première initiative, d'envoyer une délégation au Nicaragua, où il existe une situation potentiellement révolutionnaire, afin de prendre contact avec les organisations de base. A savoir : les coopératives de production agricole, les comités de quartier, d'usine, etc. Ceci pour s'informer de la situation, puis apporter une solidarité concrète tant financière que matérielle.

Luttes ouvrières syndicalisme et A.I.T.

LES fédérations, les groupes et les individualités, membres de l'I.F.A. s'engagent à soutenir par leur solidarité les sections de l'A.I.T. dans les luttes ouvrières qu'elles mènent et de contribuer à la création de telles sections dans leur pays si elles n'existent pas encore et de ne tenir aucune relation avec une organisation réformiste qui a des relations avec un parti politique et l'Etat, et pratique la lutte anti-anarcho/syndicaliste contre une section de l'A.I.T.

Union des anarchistes bulgares
Fédération anarchiste ibérique



PORTUGAL (1^{ère} PARTIE)

La situation en 1986

PRÈS novembre 1975, le régime se stabilise autour d'une démocratie parlementaire. Il en est différemment des gouvernements qui se sont succédés, donnant lieu à des élections anticipées, après dissolution du Parlement. Les partis vainqueurs ont été soit le bloc social démocrate chrétien (Alliance démocratique, A.D.), qui s'est illustrée à la fin de la décennie antérieure, par une politique de « marketing », soit le Parti socialiste (lié à l'Internationale socialiste).

Résumé en termes partidaires : stabilisation de l'électorat de l'Alliance peuple uni (A.P.U.), c'est-à-dire le parti communiste ; sortie des maoïstes du Parlement (aux dernières élections générales, l'Union démocratique populaire, U.D.P., n'a pas réussi à faire élire son candidat) ; création d'un parti écologiste « vert » avec l'élection sur les listes de l'A.P.U. d'un député aux dernières élections générales. Il s'agit d'un parti très contesté par les écologistes comme étant « vert » à l'extérieur et « rouge » à l'intérieur : en somme un parti pastèque.

Le président de la République est actuellement, depuis 1986, Mario Soares (ex-secrétaire général du P.S.) qui a agglutiné la gauche autour de lui, contre le candidat de droite Freitas Do Amaral. Au cours des huit années précédentes, pendant la durée de deux mandats, c'est Ramalho Eanes qui fut à la présidence. Celui-ci, avant son départ, est à l'origine de la création d'un nouveau parti Rénovateur-Démocratique (de type gaulliste).

Dans le domaine syndical, l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) s'est consolidée comme centrale à droite du P.C., autour du secteur tertiaire. La Confédération générale des travailleurs (C.G.T.P.) est la plus grande centrale, liée au secteur secondaire, caractérisée par un très grand monolithisme de positions. C'est un fait que le nombre de syndicats non fédérés croît dans ces deux centrales exis-

tantes, cela dans le même temps où le nombre de travailleurs syndiqués tend à diminuer.



M. Mario Soares.

Paupérisation, précarité

Sur le terrain de l'économie, nous avons assisté à des taux très élevés de l'inflation (près de 30% à son maximum), aux salaires les plus bas d'Europe et à un endettement énorme vis-à-vis du F.M.I. et des banques des Etats-Unis. Les dernières années semblent inverser quelque peu cette tendance, avec l'adoucissement de la crise économique.

Cette dernière est à l'origine de nombreuses faillites d'entreprises, et de la dénationalisation de quelques autres. En même temps, le chômage augmente, créant dans certains secteurs de la société de graves problèmes de subsistance. Nous assistons par ailleurs à des cas de salaire à retardement : des travailleurs attendant des mois, sinon des années, de percevoir leurs salaires tout en continuant cependant de travailler normalement. La logique était plutôt un emploi sûr dans l'espoir d'un salaire attendu que le chômage immédiat. La détérioration de la situation remonte à 1980, principalement dans les régions industrielles ; les chantiers navals et la métallurgie étant les foyers les plus confrontés à cette question.

Nous assistons également, dans tous les secteurs de l'économie et de la bureaucratie étatique, à une corruption parfaitement implantée tant au plan financier qu'à celui du pouvoir. L'agriculture, de son côté, continue avec les structures de toujours d'une manière générale, et la fameuse réforme agraire tant vantée pendant les années chaudes de la « révolution » a aujourd'hui sombré dans l'oubli ; les terres occupées par les paysans sont, à de rares exceptions près, retournées à leurs anciens propriétaires.

Crise et intégration

D'autres problèmes plus quotidiens sont liés à ce pays qu'est le Portugal (en voie de développement et actuellement membre de la C.E.E.) : réseaux routiers défectueux, infras-

structures de base comme l'alimentation en eau ou sanitaire déficientes, trop grande bureaucratie dans l'appareil d'Etat, répression policière (malgré tout limitée par la légalité démocratique défendue par tous les partis), contrôle de la presse par des groupes de pression liés à l'Eglise catholique ou à la finance (malgré le maintien de quelques journaux nationalisés) et aux groupes partidaires.

Des lois portant sur la suppression des peines ayant trait à l'avortement ne passent pas au Parlement, et seulement au cours de ces deux dernières années les radios pirates (n'ayant rien de subversives, pas d'illusions !) réussissent à s'imposer tout en étant considérées comme illégales. Malgré tout, dans le chapitre des coutumes, nous pouvons dire que même si la prohibition du nudisme, par exemple, existe toujours, la société portugaise est progressivement de plus en plus permissive, ce qui ne saurait signifier non autoritaire.

La situation de la femme, malgré la loi d'égalité, se maintient très loin de l'égalité dans les faits. Le « macho latin » se fait toujours sentir dans ce Portugal des années 80, perpétuant un travail féminin spécialisé et mal rétribué. Le quotidien de la plupart des couples portugais est encore réglé par la domination de la femme par l'homme, dans le cadre de l'aliénation quotidienne à l'Eglise, à la télévision, au football.

Le nationalisme semble croître, allié à un manque de perspectives pour l'ensemble de la jeunesse : difficultés dans l'enseignement, chômage... L'absence de contestations idéologiques au sein des jeunes est une constante, occupés qu'ils sont par les petites compétitions au jour le jour. Le jeune militant politique, surgit après le 25 avril 1974, semble s'être évaporé...

Relations internationales
(fin de la première partie)

RENCONTRES-DÉBATS DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Les fanzines anarcho-punks

C E n'est pas la première fois qu'il est question de fanzines anarcho-punks dans les pages du *Monde libertaire*. Parce que ces journaux, même s'ils sont axés plus particulièrement sur la musique, ont des choses à dire et prennent position. C'est une autre façon d'aborder la politique, une manière plus « cool », qui ne prendra évidemment pas la place des autres organisations ; mais si tant de jeunes s'y retrouvent c'est quand même un signe, et en ce moment où règne une dépolitisation générale, un repli sur soi ou un individualisme qui n'a rien de libertaire, ce phénomène est à regarder de plus près.

C'est pourquoi la librairie du Monde libertaire organise le 15 novembre un forum-débat sur le thème des fanzines, qui seront également les invités de l'émission « Forum » le même jour, de 11 h 30 à 12 h 30, sur Radio-Libertaire.

E N 1977, le mouvement punk vient bouleverser le paysage plat et insipide qu'est devenu la musique « pop », il remet au devant de la scène la révolte qui avait permis l'éclosion du rock n'roll. Parallèlement à cette révolution musicale, ceux qui se reconnaissent dans cette musique et dans les idées véhiculées, rejettent la presse musicale qui n'analyse la musique qu'en terme de spectacle. Plutôt que de rester des consommateurs, ils deviennent des créateurs et parlent de la musique qui leur plaît. Les fanzines explosent, ne durent parfois qu'un numéro, mais l'essentiel n'est-il pas que l'on cherche à s'exprimer. Surtout que maintenant, avec l'évolution des techniques (photocopieuses, duplication de cassettes...), il n'est plus besoin de passer par des spécialistes. « Faites le vous-même » est le leitmotiv des anarcho-punks.

Depuis trois ou quatre ans, avec l'aggravation de la crise, du chômage, la montée des idéaux racistes et xénophobes, les fanzines prennent souvent parti et consacrent certaines de leurs pages à l'antiracisme, à l'antifascisme ou au pacifisme.

Une enquête faite sur la presse libertaire en France (de J.-M. Lebas, Orléans) a recensé plus de 250 fanzines, crédités au total de cent cinquante mille lecteurs. Bien sûr, tous ces fanzines ne sont pas anarchistes, loin s'en faut, même si certains prennent des positions intéressantes. On en dénombre donc une bonne vingtaine de sensibilité libertaire, et pas parmi ceux qui sont les moins lus. Ces fanzines se retrouvent dans la mouvance anarcho-punk, parce que c'est dans ce mouvement musical, radical, qu'on retrouve les groupes qui ont le plus de choses à dire.

L'anarcho-punk

La musique punk est sans concession et ne peut être que difficilement récupérée, même si certains ont essayé de n'en faire qu'un mouvement de mode. Ce mouvement s'est particulièrement développé dans les pays anglo-saxons, notamment en Grande-Bretagne, où des groupes (tels que Crass, Conflict, Poison Girl, Subhumans, etc.) ont utilisé leur musique, les concerts, les disques comme une tribune pour dénoncer la guerre des Malouines, soutenir les mineurs en grève, s'en prendre à la vivisection, tenir des propos féministes ou écologistes. J'en passe, et des meilleurs.

Une frange non négligeable de la jeunesse s'est retrouvée dans ces groupes et les Etats y ont vu un danger, puisque la censure s'est abattue sur ces groupes. En Angleterre, le gouvernement de Thatcher a censuré l'un des titres de Crass, *Penis Envy* (disque d'affirmation féministe). Aux Etats-Unis, Jello Biafra, chanteur du groupe Dead Kennedy — qui s'était présenté aux élections à peu près dans le même esprit que Coluche — risque un an de prison et une très forte amende à cause d'un poster (« à caractère pornographique »), qui se trouvait joint à leur dernier disque.

Un fait important : la plupart de ces groupes, ne voulant pas être bouffés par les grosses compagnies

de disques, ont préféré créer leur propre label pour pouvoir être libre de faire ce qu'ils ont envie de faire sans aucune contrainte d'ordre commercial. En fonction de leur succès, de la vente des disques, ils ont pu aider d'autres groupes à se faire connaître (Corpus Christi et Crass Record pour Crass, Motörhate pour Conflict, Alternative Tentacles pour les Dead Kennedy...). Un réseau s'est donc créé, parallèle au commerce, et basé la plupart du temps sur l'autogestion, pas ou peu de bénéfice, le prix des disques peu élevé, etc.

Dans les autres pays et en France

Le mouvement anarcho-punk s'est développé dans la plupart des pays, plus particulièrement en Allemagne, Finlande, Italie, et toujours accompagné d'un mouvement politique tournant autour des squatts, des fanzines, des réseaux de distribution.

En Espagne, les groupes anarcho-punks se retrouvent à Barcelone et surtout dans le Pays basque, où le climat tendu et policier pousse la jeunesse à se radicaliser.

Les pays derrière le rideau de fer sont également touchés et dans des pays comme la Hongrie ou la Pologne, le mouvement a pris une grande ampleur en critiquant le régime et en subissant, là aussi, les foudres des censeurs. On pourrait continuer ce tour du monde longtemps car le mouvement anarcho-punk s'est implanté partout : en Afrique du Sud contre l'apartheid, en Amérique latine, etc.

Le mouvement, même s'il a mis du temps pour voir le jour, a maintenant une bonne audience en France et, au côté de groupes véritablement anarcho-punks (The Brigades, Verdun, Baron Rouge, Haine Brigade), on trouve des groupes plus « fun », c'est-à-dire qui mettent de l'humour dans leurs textes, dans leurs prestations scéniques, tout en ayant des textes « politisés » (contre le racisme, Le Pen, Pasqua...). Ce sont des groupes tels que les Béruriers Noirs, Ludwig von 88, etc. La formule semble leur réussir puisqu'ils vendent beaucoup de disques, et que de plus en plus de monde vient les voir en concert.

Parallèlement aux groupes, des réseaux existent : distribution, labels de disque (Bondage Record, Gougnaf Mouvement, Kronchtadt), cassettes (Visa), lieux de concerts

• **La Bible.** Un vieux fanzine, très épais, qui est réduit au silence momentanément suite à des problèmes bêtelement financiers. La Bible se présente comme un gros fanzine parlant de punk et de musiques de recherches, de politiques parfois, avec des textes proches des situationnistes. Le fanzine *La Bible* éditait aussi tout un tas de cassettes et O.M.G., un très bon groupe, participait à sa réalisation. En attendant un prochain numéro, on pouvait trouver une mini-Bible en supplément à *On a faim !*
Contact : Eric Roméra, 1, boulevard Pershing, 75017 Paris.

• **Kanaï.** Le dernier numéro en date, le n°7 (10 F + 6 F de port) est lui aussi très épais, sur papier recyclé, avec des articles sur Crass, D.O.A., les punks en Afrique du Sud contre l'apartheid, les chorons et tout plein d'autres choses. Les gens de *Kanaï* éditent des cassettes punks (Haine Brigade, D.O.A., et des punks finlandais). Le groupe Haine Brigade, à l'origine du fanzine, devrait bientôt partir en Angleterre pour enregistrer en studio et sortir un 33-tours pour le début de l'année 1987.
Contact : Kanaï, c/o La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

• **On a faim !** Ce journal en est à son cinquième numéro (n°5, 10 F plus 6 F de port), consacré au plus 6 F de port), consacré au label de cassettes Visa, avec des interviews de groupes tels que The Brigades, Clair Obscur, ainsi que des articles politiques (Tchernobyl, chasse au terrorisme...) et des recherches graphiques. On a

FANZINES MODE D'EMPLOI

faim ! parle de musique punk et de musique nouvelle, édite des cassettes (Rosa Crux, Clair Obscur, par exemple) et sort ces jours-ci une compilation sur deux cassettes comprenant 34 groupes politiquement engagés et qui s'appelle « *Le soleil n'est pas pour nous !* » (d'après un polar de Léo Mallet). La cassette : 60 F (plus 5 F de port).

Contact : On a faim !, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne du Rouvray.

• **Fraga.** Ce fanzine veut allier le mouvement Hard Core au mouvement anarchiste, le n°2 parle de Baron Rouge, D.O.A., Scream, végétarisme, vivisection, ainsi qu'un dossier sur l'antimilitarisme (10 F + port).

Contact : M. Fedotin, B.P. 324, 75266 Paris cedex 06 (à la même adresse, un autre fanzine lui aussi intéressant : *Idées noires*).

• **Manifeste.** Le n°4 parle du squatt Usine, de Nuclear Device...
• **Est-ce bien raisonnable ?** consacre son premier numéro à Husjer Du, Baron Rouge et D.O.A., et prépare son n°2.

• **M. Propre,** après un an de silence, vient de sortir son n°4. Contact pour ces trois fanzines : Samedi soir, Dimanche matin, B.P. 22, 75660 Paris cedex 14.

D'autres encore existent, comme *l'Orduier*, qui vient d'éditer une compilation sur cassette et va se lancer dans la production de cassettes, et *Noire Inquiétude* basés sur Grenoble ; ou encore *Sursaut* à Toulouse.
J.-P. L.



EXTRAIT « ON A FAIM ! » N°1

DANS les années 70, les idéaux soixanthuitards sombrant dans un militantisme plus ou moins magouilleux ou un « babacoulisme » nauséux en dégoûtèrent plus d'un. La crise, comme une parade à mai 68, donna le coup de grâce. Aujourd'hui, quelques voix se font entendre, d'autres possibilités ont pris la relève, ont repris la voix des dissidents de l'Ouest : radios vraiment libres, squatts, fanzines, punks, anars, pacifistes, etc. Parce qu'il y en a toujours, et c'est heureux, qui ne veulent pas attendre dix mille ans pour qu'on ait tout.

On a faim ! se situe dans cette mouvance, pas pour changer le monde et qu'on veuille voir les choses en face —, mais parce qu'on a des choses à dire et qu'on veut qu'elles soient entendues ; pour cela nous ne pouvons compter sur nous-mêmes.

On a faim ! parce qu'on demande autre chose de la vie et qu'on reste sur notre faim (ou notre fin ?).

Dans notre journal, il est question de politique parce qu'on ne peut plus rester neutre, apolitique, et de musique parce qu'on en écoute beaucoup ou qu'on en fait pour donner des couleurs à nos villes grises et pour des choses autrement que sur un tract ou dans un meeting.

Dans *On a faim !*, on parle aussi bien du pacifisme, de l'école, du racisme, que de musique punk (Crass, Verdun, O.M.G., Haine Brigade...), de musique industrielle et de recherches (Clair Obscur, P. Doray, Ptose...) ou de new wave, quand celle-ci a quelque chose à dire et qu'elle ne se limite pas à une recherche de look. Une place, que l'on essaie de rendre importante, est donnée à d'autres formes de créations (main art, graphisme, poèmes...).

Nous avons choisi, prioritairement la musique punk, parce que musicienne porteuse de révolte, parce que brute et sans concession face aux marchands de soupe, et l'anarchie non comme utopie, mais comme alternative globale et réaliste face à la crise des mondes industriels. Contact : *On a faim !*, 9, impasse des Pommiers, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

« La vie quotidienne des anarchistes (1880-1910) »

de André Nataf

DEPUIS plusieurs années déjà, on a pu constater de la part des auteurs qui se sont occupés du mouvement anarchiste un certain effort de rigueur et d'objectivité qui tranchait avec les discours approximatifs dont les « historiens » ou supposés tels avaient pu pendant longtemps faire étalage.

Certes, l'édition ou la réédition de nombreux textes concernant la vie de notre mouvement ou tel aspect de nos idées, la multiplication parmi les militants eux-mêmes des livres de recherche ou d'analyse depuis 1968, y est pour quelque chose. Quoi qu'il en soit, tout cela a permis de redresser (en partie, tout au moins) les images d'Épinal de l'anarchiste « poseur de bombes ».

Tel, hélas !, ne paraît cependant pas être le cas pour tout le monde et la récente publication du livre d'André Nataf La vie quotidienne

des anarchistes en France (1880-1910) (1) nous ramène sans doute une vingtaine d'années en arrière, à l'époque où des messieurs, quand ils avaient à s'occuper d'anarchisme, se croyaient autorisés à sortir n'importe quelle ineptie pourvu qu'elle fasse vendre.

« Anarchisme alimentaire » ?

Il est vrai que, dans le genre qualifié plaisamment par quelques camarades « d'anarchisme alimentaire », Nataf fait fort avec un ouvrage où les considérations les plus fantaisistes sur le mouvement libertaire cotoient allègrement les clichés les plus éculés, ainsi que des erreurs des plus grossières ; et tout parsemé de citations incendiaires à vous donner des frissons la nuit. Tout y est : du poignard qui tue au « discours à la dynamite », en passant par le « pillage des

boulangeries » ou par l'« épidémie terroriste ».

Ouvrage de compilations, sans la rigueur scientifique que l'on pourrait attendre de la part de quelqu'un qui est présenté comme étant un « spécialiste », l'anarchisme version Nataf est réduit à une suite de tableaux anecdotiques ; ce qui permet à l'auteur d'affirmer à peu près tout et son contraire, sans avoir besoin le moins du monde de le justifier. Les pages sur Proudhon sont ahurissantes, celles sur Bakounine un petit chef-d'œuvre en la matière... Ainsi l'enseignement de ce géant de la révolution sociale est réduit sous la plume de Nataf « à avoir laissé libre cours aux forces barbares qui nous habitent ».

Rien ne manque d'ailleurs pour peaufiner l'image dénoncée de Bakounine, y compris... les vétilles incestueuses du révolutionnaire russe envers sa sœur, ce qui permet à Nataf de s'interroger pour savoir « si l'anarchie ne signifierait ainsi non seulement désordre collectif, mais aussi désordre intime ».

Mais arrêtons-nous là, car il serait sans doute fastidieux de reprendre toutes les perles de cet ouvrage une à une ; bornons-nous à souligner le fait que, par-delà

son caractère journalistique, l'auteur n'aborde quasiment pas ce qui justifie le titre de l'ouvrage, à savoir la vie quotidienne des anarchistes à la Belle Époque. Que de choses bien plus intéressantes auraient pu être dites.

Qui étaient-ils ?

Par exemple, une simple analyse sociologique — du style de celle que Maitron a essayé de faire il y a quelques années dans Le Mouvement social — aurait pu nous renseigner (y compris sur les motivations qui pouvaient pousser certains camarades aux actes terroristes) bien mieux que toutes les considérations subjectives de Nataf. Non, les anarchistes n'ont jamais été et ne sont pas, comme en laisse planer le doute, « des individualités énigmatiques groupusculaires insaisissables qui surgissent on ne sait comment aux époques troubles ».

Militants révolutionnaires, dans la très grande majorité travailleurs manuels, la vie quotidienne des anarchistes n'était sur le fond guère différente de celle des autres militants socialistes de l'époque (syndicalistes, marxistes), avec qui ils partageaient la

plus grande partie de leurs espoirs, de leurs craintes et de leurs doutes, tous luttant pour une société de justice et de liberté. Bien plus, en butte aux tracasseries policières et patronales, les anarchistes eurent de surcroît à subir une violente et systématique répression de la part des pouvoirs publics ; et cela bien avant le vote des lois scélérates elles-mêmes.

Mais cela, monsieur Nataf ne peut pas le comprendre car pour lui le socialisme ne peut être conçu que sous deux formes « contradictoires » : « La folle, l'utopiste, la violente (en gros de type anarchiste) et la répressive, la démagogique, la dictatorialiste (en gros de type marxiste-léniniste) ». On l'aura donc compris, La vie quotidienne des anarchistes en France est un mauvais livre que l'on peut aisément se passer de lire.

À la place, et bien plus avantageusement, les lecteurs qui voudraient se faire une opinion un peu plus véridique sur la période peuvent se reporter aux différentes publications de Maitron sur le mouvement libertaire, ainsi que par exemple à Quarante ans de propagande anarchiste (2) de Jean Grave, sans oublier bien entendu le savoureux Les joyeuxetés de l'exil (3) de Malato ou, pour ceux qui réussiraient à se le procurer l'excellent recueil d'articles de Pouget parus dans Le Père Peinard, publié il y a une dizaine d'années. En anarchisme aussi, l'original est toujours mieux que la copie.

Gaetano MANFREDONIA

- (1) André Nataf, « La vie quotidienne des anarchistes (1880-1910) », éditions Hachette, 92 F. Ce livre ne sera pas vendu à la librairie du Monde libertaire.
(2) Jean Grave, « Quarante ans de propagande anarchiste », éditions Flammarion, 106 F. en vente à la librairie du Monde libertaire.
(3) Malato, « Les joyeuxetés de l'exil », éditions Acratie, 80 F. en vente à la librairie du Monde libertaire.

« Le mouvement du Saint-Esprit »

de Raoul Vaneigem

« Il a fallu une conscience aussi misérable que la misère qui l'engendrait pour que naquit, au XIXe siècle, la légende saint-sulpicienne d'un Moyen Âge baignant dans la foi chrétienne comme la sardine dans l'huile. » (p. 47-48).

Ainsi le livre de Raoul Vaneigem (1) s'attarde-t-il à rectifier l'opinion courante. Traduisant des textes jusqu'ici inconnus du commun des mortels, Vaneigem nous livre, par bribes, l'histoire précieuse d'hommes et de femmes niant les interdits imposés par la religion, l'histoire de « fous de la vie » s'opposant aux « fous de Dieu ».

Le Libre-Esprit rassembla sous sa bannière une foule de groupes ou d'individus retournant la religion chrétienne comme un gant, et se l'appropriant ainsi dans leur recherche du plaisir et de la vie. Du XIIIe siècle au XVIe siècle, à travers la rouerie sympathique des jouteurs ou la recherche mystique, avec pour but la vie sans entraves, cette contestation s'inscrit dans le creux de l'idéologie religieuse dominante : le Dieu créateur de toutes choses ne peut avoir créé le Mal, bannissements donc de la notion de mal, Dieu est omniprésent, nous sommes donc Dieu et libre de tous péchés, etc. Autour de ces réflexions, subversives pour l'époque, s'articule le mouvement du Libre-Esprit dans une Europe médiévale en pleine évolution.

Le livre de Vaneigem complète, en quelque sorte, l'étude de Norman Cohn sur les mouvements millénaristes (Les fanatiques de l'Apocalypse), mouvements populaires du Moyen Âge refusant l'attente de l'au-delà pour lui préférer le paradis terrestre : lieu collectif d'égalité et de justice.

Toutefois Vaneigem, ex-théoricien de l'Internationale situationniste, ne saurait produire un « simple » ouvrage d'histoire. Revenu, non sans amertume, des certitudes intellectuelles situationnistes, Vaneigem poursuit sa recherche passionnée de la vie, opposée aux impératifs de l'économie et de la marchandise. Ainsi à peu près un quart de son ouvrage livre les réflexions de l'auteur sur l'organisa-

tion de la survie. Cet enragé « rangé » (rangé de l'action révolutionnaire, en tout cas), n'est pas dépourvu de talent — loin de là —, et celui-ci, allié à une réflexion qui n'est pas éloignée de la tradition individualiste libertaire, fait mouche. Son livre est un peu de ciel bleu dans la grisaille de la pensée dite moderne, et pour sa partie historique un intéressant apport à l'histoire de la contestation.

LUC (Gr. Berkman)

(1) Raoul Vaneigem, « Le mouvement du Libre-Esprit », éditions Ramsay, 263 p., 115 F. en vente à la librairie du Monde libertaire.



Programmes de Radio-Libertaire

Judi 13 novembre

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : mandolines et violons dans le blues.
« Femmes libres » (12 h 30 à 14 h) : Adelheid Popp, la jeunesse d'une ouvrière.
« Enlirez-vous » (16 h à 17 h 30) : Pierre Schneider pour « Plaisirs extrêmes » (sous réserve).
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : diffusion des soirées du 1er Festival des musiques mutantes : Raymond Boni/Joe Mc Phee duo, Sam Rivers quartet.

Vendredi 14 novembre

- « Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos libertaires, revue de presse et musiques...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : nouvelle série, les sentiers de l'Asie : voyage, vécu, etc.
« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : les siècles et les arrondissements, avec Théophile.
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : les errements de la justice avec J. Lesage de La Haye, auteur de « La machine à fabriquer les délinquants ».
« L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : l'Union rationaliste accueille Pierre-Yves Maté, Christian Ruby et Christian Raton pour traiter du thème « Que faire de l'œuvre de Michel Foucault ? ».
« Les damnés de la terre » (21 h à 22 h 30) : les femmes iraniennes avec le collectif « Femmes iraniennes ».

Samedi 15 novembre

- « Le père peinard » (10 h 30 à 11 h 30) : actualité sociale avec Roland Bosdeveix, Régis Faudot et Paul Chenard.
« Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : autour des fanzines...
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : autour de la F.E.N. et de la recomposition syndicale.

« De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h 30) : voix blanche, barbe grise et humour noir avec Jean-Claude Deret. La chanteuse turque Esin Afsar.

Dimanche 16 novembre

- « Ici Dieu, à vous Paris » (10 h à 12 h) : matinée anticléricale, à bas la calotte !
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : émission avec les groupes invités du Festival de Neuilly-sur-Marne à Vermeton Plage (cajun), Montjoia (Provence), Café Charbons (Auvergne à Paris). Trio Desaunay (compositions personnelles).
« Grand-Angle » (16 h 30 à 18 h 30) : interview de Richard Martel de la revue « Inter », situation des avant-gardes artistiques au Québec.
« Graffiti » (18 h 30 à 20 h 30) : magazine des arts plastiques.
« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : nouveautés from London et chronique « fanzine ».

Lundi 17 novembre

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les varices.

Mardi 18 novembre

- « Les infos du mardi matin » (8 h à 10 h) : actualité et analyse libertaire.
« Music-Hall » (10 h à 12 h) : interview du professeur Choron.
« Destination rupture » (17 h à 18 h 30) : l'inflation...

Mercredi 19 novembre

- « La musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : introduction à la musique contemporaine. 1ère partie : les précurseurs.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : la toxicomanie, soigner ou réprimer ? Avec le docteur Mérat du Syndicat de la psychiatrie.

ISRAËL

La fin des mythes ?

ISRAËL, l'Etat mythique durant des siècles, l'Etat chèrement conquis en 1947, est devenu un Etat presque comme les autres : une économie de type capitaliste, un Etat impérialiste disposant de moyens écrasants pour mater les révoltes palestiniennes... Restent les particularités d'un pays à population extrêmement hétéroclite, implanté dans un voisinage qui demeure menaçant et confronté au drame des Palestiniens qui luttent, s'expatrient, s'organisent et, à leur tour, rêvent du retour.

COMMENT évoquer Israël sans tenter de définir le sionisme ? Le *Petit Robert* reste en la matière remarquablement flou : « de Sion, montagne de Jérusalem. Doctrine visant à l'installation du plus grand nombre possible de juifs dans une communauté nationale autonome ou indépendante en Palestine. Ex. : la création d'Israël a été une victoire du sionisme. » Certes, mais encore ?

Rappelons qu'il s'agit, à l'origine, d'une doctrine religieuse. Le « peuple élu » de Dieu (voir Woody Allen : « Seigneur, ne pourrais-tu pas élire un autre peuple ? ») est appelé à retrouver, à la fin de l'exode, la « terre promise » de Palestine. Il faut bien admettre que sur le plan politique, l'argument : « Nous sommes là parce que c'est Dieu qui l'a dit » ne vaut pas grand chose.

Sionisme en mutation

Plus ou moins occulté durant près d'un millénaire, la doctrine sioniste a resurgi vers 1850, pour être reprise par les pionniers des kibboutz, entre 1900 et 1910. Mais ce sionisme-là n'avait plus rien de religieux : les kibboutzniks se proclamaient laïques et contredisaient totalement, par leur mode de vie, la société juive religieuse traditionnelle. Rappelons qu'ils avaient quitté leur Europe natale pour échapper aux persécutions antisémites et pour créer, en Palestine, une société inspirée à la fois de Marx et de Bakounine. L'aspect religieux du sionisme avait presque complètement disparu.

La seconde vague de sionisme, celle des années 30 à 47, présente des particularités nouvelles : il ne s'agit plus ni du mythe du « peuple élu » ni d'un quelconque idéal communautaire. Les nouveaux arrivants ont fui une Europe devenue cauchemardesque. Le processus d'Etat s'est amorcé et le combat consiste avant tout à conquérir, sur les Anglais plus que sur les Palestiniens, un pays servant de refuge à tous les juifs du monde.

Après la proclamation de l'Etat d'Israël, le sionisme s'est fixé comme but de préserver, voire d'agrandir, le territoire obtenu. Avec l'arrivée des sépharades (juifs d'Afrique et d'Asie), les motivations religieuses sont revenues au premier plan : le Sinaï, la Cisjordanie, voire la Jordanie toute entière, n'étaient-ils pas des lieux historiquement religieux, ou religieusement historiques ? Enfin, après l'annexion de Gaza et de la Cisjordanie, le sionisme s'est transformé en doctrine impérialiste classique : il s'agit bien d'occuper un territoire voisin, quitte à faire régner la terreur sur les populations ainsi dominées. Les sionistes nuancent cette réalité en invoquant les impératifs sécuritaires d'Israël. Tout Etat colonisateur fournit toujours des pléthores de justificatifs.

Refus du sionisme

Face à un sionisme multiforme, l'antisémitisme est plus complexe encore. Citons en premier lieu celui des Palestiniens eux-mêmes, qui n'est pas sans ambiguïté. L'O.L.P., qui se réclame seul représentant du peuple pale-

stinien, vient tout juste de reconnaître implicitement l'existence de l'Etat d'Israël. Il ne s'agit donc plus de rayer ce pays de la carte, mais de se débarrasser de la domination juive dans les territoires occupés pour y créer un Etat palestinien. Conviction que ne partageant pas apparemment les dissidents du groupe Abou Nidal.

Le sionisme ne fait pas l'unanimité parmi les juifs eux-mêmes. Des millions de juifs ont choisi de rester dans les pays où leurs familles sont installées depuis des dizaines de générations, à commencer par les juifs français que la perspective du « retour » n'a guère enthousiasmé. Il s'agit là d'un choix personnel, mais parfois aussi du refus de rejoindre ce peuple « fier, dominateur et orgueilleux » (termes employés par le général de Gaulle, lors de sa première visite en Israël, à l'indignation générale), refus de faire la guerre, refus de se placer en situation de dominateurs brutaux des Palestiniens.

Citons aussi, à titre de curiosité, la fraction ultra-religieuse et pourtant farouchement antisioniste d'Israël : certains rabbins intégristes qui, bien que payés par l'Etat, professent leur haine pour Israël et leur souhait de voir l'Etat détruit. En effet, le *Talmud* indique que les juifs ne trouveront la terre promise qu'après l'arrivée du Messie... qui, depuis deux mille ans, se fait attendre.

Mais l'antisémitisme le plus virulent est peut-être celui que l'on professe hors du Proche-Orient. Celui qui, régulièrement, se déchaîne contre le « fascisme sioniste », quitte à dire n'importe quoi, à mentir, à déformer. Un antisémitisme qui dérape très vite vers l'antisémitisme. Il est absolument faux de comparer la situation d'Israël à celle de l'Afrique du Sud, et scandaleux d'assimiler le sionisme au nazisme. La vision, souvent évoquée, de Palestiniens mourant de faim et opprimés par des brutes israéliennes relève du délire. Rappelons que les Arabes israéliens ont le droit de vote et des représentants à la Knesset. Que les seuls postes qui leurs

soient interdits sont ceux de l'armée. Que juifs et Arabes entretiennent, dans la vie quotidienne israélienne, des rapports normaux, voire amicaux. Rien ne permet d'ailleurs à un Européen de distinguer, dans la rue, un juif originaire du Maghreb d'un Arabe israélien. Et enfin que personne, absolument personne ne meurt de faim en Israël (le système de protection sociale est l'un des plus élaborés du monde). Il ne s'agit pas là de propagande sioniste : un simple billet d'avion permet d'aller vérifier ces dires.

Origines et classes sociales

La réalité israélienne peut être analysée, comme pour tout pays, selon un principe de classes sociales : la classe dirigeante étant de toute évidence les azkhénazes (juifs d'origine européenne). Jouissant du prestige des pionniers, venant de pays capitalistes dont ils connaissent bien les rouages, ils ont très vite pris le contrôle politique et économique du pays. L'exemple le plus caractéristique est peut-être celui de ces juifs hollandais, tradition-



MM. Shamir et Perez, alternativement Premier ministre.

nellement diamantaires, qui, arrivés en Israël, ont tout naturellement continué à exercer leur profession. Voilà comment Israël, qui ne compte pas un carat de diamant parmi ses ressources naturelles, est devenu le premier producteur mondial de diamant taillé. Voilà aussi pourquoi Israël maintient ses liens avec l'Afrique du Sud.

Mais le problème israélien est plus évoqué en terme d'Etat qu'en termes de classes. Car, pour les Palestiniens, la question est bien là : que viennent faire ces juifs ici ? Un incident de la vie politique israélienne survenu en 1985 est très révélateur. Un leader du Mapam (à peu près l'équivalent du P.S.U. français) avait proposé un débat à un élu palestinien. Celui-ci commença l'entretien par la question : « De quel pays es-tu originaire ? — De Pologne ! ». Le débat fut clos, dès que le Palestinien eut répondu : « Alors, retournes-y ! ».

L'éternel retour

La seule comparaison valable pour mieux percevoir la réalité israélienne est peut-être l'hypothèse suivante. Les gitans ont été plus ou moins persécutés durant des millénaires. Ils ont été exterminés par les nazis au même titre que les juifs. Eux non plus n'ont jamais vraiment disposé d'un Etat, mais ont leur lieu de culte qu'ils vénèrent : Sainte-Marie-de-la-Mer, dans les Bouches-du-Rhône. Supposons qu'ils achètent, en toute légalité, la majorité des terrains et des immeubles du département. Qu'ils s'y installent en si grand nombre qu'ils y deviennent majoritaires, et qu'ils décident d'y fonder leur Etat. On imagine que les habitants non-gitans des Bouches-du-Rhône accepteraient difficilement la situation. Que le nouvel Etat gitan agira comme tous les Etats du monde, en réprimant par les armes toute contestation dangereuse pour lui. Et qu'aux habitants des ex-Bouches-du-Rhône, il répondra ce que répondent les autorités israéliennes aux mécontents palestiniens : « Si vous n'êtes pas contents, il y a de la place ailleurs. »

Que feraient les habitants des Bouches-du-Rhône ? Sans doute comme les Palestiniens. Après des années de lutte, ils se résigneraient, rejoindraient l'Organisation de libération des Bouches-du-Rhône, ou partiraient. Car un des phénomènes les plus étranges et les moins connus de la question palestinienne est cette nouvelle diaspora internationale qui se crée peu à peu. Statistiquement, la nation palestinienne est la plus instruite du monde, ou du moins celle qui compte le plus de diplômés. Les Palestiniens ont quitté le Proche-Orient pour l'Europe ou les Etats-Unis, et certains bâtissent des fortunes dans la banque ou l'industrie. Mais, bien qu'établis et même relativement intégrés à leurs pays d'adoption, ils n'oublient pas la Palestine perdue. Un étrange parallèle s'impose. Qu'y a-t-il donc au Proche-Orient pour engendrer ces interminables drames de l'exode, de la diaspora et de l'espoir perdu de retour ?

PASCALE



Les sépharades, eux, composent la classe moyenne, voire la classe ouvrière. Ils se situent souvent parmi les composantes les plus réactionnaires de la société : plus religieux que les azkhénazes, ils invoquent invariablement les mythes du « peuple élu » et de la « terre promise » pour justifier les territoires occupés, voire revendiquer l'*Eretz Israël* (un pays délimité par le Jourdain et par la mer, incluant toute la Jordanie).

Il est difficile de comprendre l'animosité qui anime souvent ces juifs venus de pays arabes contre les Palestiniens. Rancœur datant de l'époque où eux-mêmes étaient minoritaires et dominés ? L'Islam s'est pourtant montré bien plus tolérant que le christianisme à l'égard des juifs. La question de la rivalité économique entre certainement en cause dans ces conflits latents. Dans un pays qui commence à être touché par le chômage (4%), Palestiniens israéliens et juifs sépharades entretiennent parfois le même type de rapports que des O.S. français et maghrébins quand la Régie Renault licencie.

EXTRÊME DROITE

Comment être juif de tendance nazie ?

STUPEUR et inquiétude des dernières élections législatives en Israël : le rabbin d'extrême droite Kahane venait d'obtenir plus de 8% des suffrages. Le Pen lui a-t-il envoyé ses félicitations ? Le rabbin Kahane propose, entre autres, de déporter massivement les Arabes et de prohiber les mariages « mixtes » considérés comme « impurs ».

Comment des juifs peuvent-ils adhérer à des discours évoquant les déportations massives, les races pures ou impures ? Les électeurs de Kahane n'ont-ils jamais entendu parler d'un certain holocauste ? Les électeurs en question sont généralement des soldats abrutis par la guerre (surtout quand ils la croient « sainte »), des sépharades menacés par les Arabes sur le marché du travail (et qui, effectivement, connaissent très mal l'épisode du nazisme) et des juifs d'origine soviétique qui partagent l'anticommunisme primaire de Kahane.

Ces spécificités mises à part, on est frappé par quelques similitudes : une extrême droite surgie sous un gouvernement de gauche, basant son discours sur l'insécurité, le chômage, le racisme et la volonté de « nettoyer » le pays de prétendus étrangers. L'imbécillité, le racisme, le fascisme se portent bien dans les démocraties, ces derniers temps !

P.